

sous la direction du général
Benoît Durieux

La Guerre **par ceux qui la font**

Stratégie et incertitude



éditions du
ROCHER

La Guerre par ceux qui la font

Tous droits de traduction,
d'adaptation et de reproduction
réservés pour tous pays.

© **2016, Groupe Artège**

Éditions du Rocher

28, rue Comte Félix Gastaldi - BP 521 98015 Monaco

www.editionsdurocher.fr

ISBN : 978-2-26808-405-3

ISBN epub : 978-2-26808-543-2

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

largement sous une autre forme, ce qui ne signifie pourtant pas que nous ne disposions pas de marges de progression dans ce domaine. Mais son analyse suggère que nous disposons d'atouts pour faire face à ces crises nombreuses, qui nécessitent une grande mesure dans la façon d'intervenir.

C'est presque aux mêmes conclusions que parvient le colonel Bruno Baratz à l'issue d'une réflexion sur les limites de la contre-insurrection, tirée de son expérience des opérations en Afghanistan. Dans ces nouvelles crises, il devient difficile de distinguer ce qui, au niveau local, relève de la politique et ce qui relève de l'épreuve de force militaire. Seule une compréhension intime des ressorts des sociétés déchirées peut permettre l'emploi à bon escient de la force armée, un défi qui appelle également des évolutions de nos moyens. Dans ce cadre, le niveau de commandement « opératif », c'est-à-dire l'échelon de commandement déployé sur le théâtre d'opérations, prend une nouvelle importance. Ce que suggère encore sa réflexion, c'est qu'il faut nous défaire d'une approche mécaniste du traitement des crises ; il faut éviter à la fois l'impatience qui nous amène à des solutions trop radicales et la tentation de la solution parfaite qui nous conduit à des opérations qui durent au-delà du raisonnable.

Dans un tout autre cadre, c'est à une conclusion très convergente que parvient le capitaine de vaisseau Christophe Lucas à la suite d'une analyse croisée des opérations dans les espaces maritimes et dans les milieux désertiques. Face à des adversaires qui utilisent, aujourd'hui comme hier, le *rezzou*, le contre-*rezzou* s'avère la solution la plus efficace ; ces leçons doivent conduire à une nouvelle réflexion sur les modes d'action navals, qui doivent pouvoir tirer parti de flottes de petits

bâtiments nombreux face à des adversaires adeptes des vedettes rapides et des stratégies dites de « déni d'accès ».

L'ensemble de ces analyses illustre la remise en cause progressive des catégories qui nous servaient jusqu'à présent à penser la guerre, alors que celle-ci échappe à ses limites traditionnelles. C'est tout l'intérêt de la réflexion du commissaire en chef de première classe Rodolphe Scheel sur la nécessité d'une approche plus globale des crises, un thème récurrent dans les chapitres de cet ouvrage. Cette approche préconise d'associer en amont les instruments militaires et civils au service de notre politique. L'insuffisance actuelle ne révèle pas, comme une analyse hâtive pourrait le laisser penser, une impéritie de nos dispositifs mais le symptôme d'une évolution de la guerre qui pose, elle aussi, des questions fondamentales auxquelles nous devons répondre.

En définitive, l'« approche globale », c'est une approche politique des opérations qui cherche à recréer la cohérence de la guerre dans sa conception classique et européenne ; cette approche politique, qui vise à coordonner des actions de différents types est sans doute la réponse aux défis présentés sous le terme de guerre hybride. Elle cherche à concevoir les opérations en relation avec le type de paix qui suivra ; en accordant de l'importance aux non-combattants, elle réaffirme l'importance de la distinction entre combattants et non-combattants, comme celle de la limitation de l'espace des combats ; elle tient compte de l'ennemi comme d'un futur partenaire, mais cherche à le distinguer du groupe criminel. En tirant part des nouveaux médias, réseaux sociaux et technologies, elle redonne de l'importance au caractère « public de la guerre¹³ ».

Les concepts qui émergent dans le débat sur la guerre sont autant de questions qui se posent à celui qui cherche à comprendre ces évolutions. L'asymétrie est le signe de notre difficulté à comprendre que l'ennemi puisse entrer avec nous dans une relation dialectique ; la surprise stratégique est le signe que, inversement, nous avons du mal à envisager l'altérité et les comportements différents qu'elle implique ; le concept d'opération à empreinte légère est le signe de notre gêne à accepter l'idée que la guerre, qui est parfois nécessaire, n'est jamais indolore, insensible ou même « légère » ; l'accent mis sur l'approche globale illustre notre difficulté à aller au bout de la logique qui veut que les guerres ne se conçoivent qu'en vue d'un dialogue politique à rétablir ; ce concept répond au concept de guerre hybride qui signale une réticence à accepter que la violence politique ne se plie pas à nos conceptions rationnelles.

Les réflexions proposées ici ne prétendent pas couvrir toutes les dimensions de ces questions, ni celles de l'évolution de la guerre, mais elles suffisent à en donner une idée impressionniste, dont la clarté se dégage de la convergence des analyses. Loin de prétendre exposer des vérités, elles veulent contribuer à un débat essentiel pour notre pays et pour l'Europe. Si ce débat était ainsi entretenu et relancé, ce serait leur plus beau succès.

1 Voir notamment le programme de collecte de données sur les conflits d'Uppsala (UCDP).

2 Emmanuel KANT, *Essai philosophique sur la paix perpétuelle*, Paris, Fischbacher, 1880, p. 15.

3 Michael DOYLE, « Kant, Liberal Legacies and Foreign Policy » (Parties I et II), *Philosophy and Public Affairs*, n° 12,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

terrorisme qui est lancée par les États-Unis après le 11 septembre²³. »

Mais la technologie n'était pas seulement celle du plus fort, du plus évolué. L'accessibilité du matériel à bas coût commençait à rendre plus floue les limites de l'espace des opérations militaires et la fascination pour la Révolution dans les affaires militaires conduisait à oublier le rôle essentiel du facteur humain dans la guerre.

C'est ainsi que les événements du 11 septembre, en raison de la manière dont ils ont été conçus, organisés et dirigés, de leur impact psychologique et de leurs effets, ont changé la perception que l'on pouvait avoir du terrorisme. Ils ont révélé un terrorisme de masse à la capacité de destruction jusque-là considérée comme le monopole des États. Ils ont conduit à l'élargissement de ce qui constitue un état de guerre à tous les domaines de l'activité humaine, bien au-delà, des opérations militaires. Il ne pouvait en être autrement, tant les êtres humains sont prêts à utiliser tous les moyens à leur disposition pour atteindre leurs objectifs. Par ailleurs, si les deux opérations *Iraqi Freedom* et *Enduring Freedom* ont initialement vu la technologie triompher, la suite de l'engagement a été caractérisée par la mise en œuvre, par les adversaires, d'une contre-stratégie et d'une nouvelle manière de combattre qui ont requis une efficace, mais complexe adaptation. L'absence de paix durable a ensuite conduit à une diversification des moyens utilisés par les adversaires terroristes, grâce à la mondialisation et aux possibilités offertes par les réseaux sociaux. Ces organisations se sont déterritorialisées et diluées tout en faisant évoluer rapidement leurs procédures²⁴.

En conséquence, non seulement la technologie a transformé les

armements et le champ de bataille, mais les évolutions auxquelles nous assistons conduisent à la perte du monopole de la guerre par les soldats.

« Les combattants non professionnels et les organisations non étatiques font peser une menace toujours plus grande sur les pays souverains, en devenant des adversaires de plus en plus redoutables pour les armées de métier. Comparées à ces adversaires, les armées professionnelles ressemblent à de gigantesques dinosaures dont la force n'est pas proportionnelle à leur taille. Leurs adversaires sont en revanche des rongeurs doués d'une grande capacité de survie, qui grâce à leurs dents acérées peuvent tourmenter une bonne partie du monde²⁵. »

Ce phénomène renvoie à la disparition progressive de la différence entre technologie militaire et technologie civile, entre soldat de métier et combattant non professionnel, entre espace de combat et zone de paix.

« Les domaines jadis séparés communiquent désormais ; l'humanité confère à tout espace le sens d'un champ de bataille. Il suffit que, sur tel espace, on dispose de la capacité de lancer telle attaque avec tels moyens afin d'atteindre tel objectif pour que le champ de bataille soit partout²⁶. »

Sans doute, on soulignera que le terrorisme n'est pas le seul phénomène qui produit de tels effets. On peut obtenir des résultats identiques à ceux d'une guerre avec de simples mesures économiques, ou en déclenchant une attaque depuis une salle informatique, un portable ou la Bourse²⁷. L'acteur de ces dommages peut aussi bien être un banquier comme George Soros²⁸, un analyste, un « hacker » comme Robert Tapan Morris²⁹, un informaticien et cyber militant³⁰ comme Julian Assange ou, enfin, un terroriste. Pourtant, les nouveaux modes

de conflit sont d'une autre nature que la guerre commerciale ou la guerre financière. La guerre est l'expression et le développement d'une violence physique, même si ce phénomène humain évolue pour se déplacer dans tous les domaines auxquels elle peut avoir accès.

Aujourd'hui la définition des règles du jeu, des limites de la scène diplomatique, de l'identité des acteurs, des enjeux et des alliances est difficile. Il est difficile aussi de déterminer ce que signifie être une grande puissance parce que la hiérarchie de la puissance change d'un milieu à l'autre et d'une région à l'autre. Il est relativement simple de dire qui est le plus fort, mais il est plus difficile de deviner le poids et l'importance de ceux qui souhaitent le devenir. Il n'est pas évident qu'il existe un ordre d'importance entre les différents domaines et les différents pouvoirs. Il est donc difficile de déterminer la nature du système, sa taille, ses frontières, son organisation. L'incertitude affecte également les données les plus éprouvées nécessaires pour guider la conduite dans la vie internationale, par exemple la stabilité et l'identité des acteurs.

Ceci rend d'autant plus difficile la délicate question de la sécurité, domaine pour lequel il est essentiel d'identifier les principaux amis comme les ennemis. L'acte terroriste ou la cyberattaque, imprévisibles, choquent les consciences en raison de l'impossibilité d'identifier l'ennemi, de la déterritorialisation des objectifs, de l'indétermination de la durée de l'agression. Il est également difficile de déterminer la riposte adaptée. Aujourd'hui, la relation simple entre le niveau de la menace et les capacités et les intentions de l'ennemi n'a plus de sens. Elle n'a plus de sens parce que les technologies disponibles, les valeurs des acteurs, les champs de conflictualité font varier

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

des buts de guerre : repenser le rapport de force dans les conflits irréguliers », *Laboratoire de l'IRSEM* n° 15, 2013, Paris 2013.

35. *Ibidem*.

36. Christian BUHLMANN, « Le concept d'asymétrie : une plus-value pour comprendre les conflits modernes ? », in *Stratégique Insurrection et contre Insurrection*, n° 100-101, 2012, p. 230-258.

37. *Ibidem*, p. 234.

38. *Ibidem*, p. 235.

39. *Stato Maggiore Esercito, Nota dottrinale l'ambiente operativo e le forze terrestri*, ed. 2014, p. 8-9.

Stato Maggiore Esercito, Nota dottrinale principi generali e approccio alle operazioni militari terrestri, ed. 2013.

40. Cf. AJP-01 (D), par. 0215.

41. Cf. Carlo JEAN : *Manuale di Studi Strategici-Centro Studi di Geopolitica*, ed. Franco Angeli, Milano, 2004.

42. Colonel CHOLLEY, « Nouvelles techniques, nouvelles menaces », in *Doctrine*, n. 9, 2006, p. 2006 :

43. Cf. par exemple Rod THORNTON, *Asymmetric Warfare : Threat and Response in the 21st Century*, Cambridge : Polity Press, 2007 ; Steven J. LAMBAKIS, « Reconsidering Asymmetric Warfare », *Joint Forces Quarterly*, no. 36 (2004) : 102-108.

44. Cf. Richard NORTON-TAYLOR, « Asymmetric Warfare », *The Guardian*, 3 October 2001, URL : <http://www.guardian.co.uk/world/2001/oct/03/afghanistan>. Consulté le 26 janvier 2015 et dernière modification 21 janvier 2015

<http://www.theguardian.com/world/2001/oct/03/afghanistan.soci>
Colin S. GRAY, « Thinking Asymmetrically in Times of Terror », *Parameters*. Vol. 32, no. 1 (Spring 2002), p. 5-14.

45. Steven METZ, *op.cit*, p. 27.

46. André BEAUFRE, *Introduction à la stratégie*, Paris, éd. Armand Colin, 2012. Cf. Chap. IV : Stratégie indirecte, p. 145-179.

47. Liang QIAO, Xiangsui WANG, *op.cit*, p. 267.

48. En juin 2012, un porte-parole du Pentagone avait indiqué que les cyberattaques contre le programme nucléaire iranien étaient une priorité de l'administration Obama. En juillet 2012, un chercheur assurant travailler pour l'Organisation de l'énergie atomique d'Iran a signalé au groupe finlandais de cyber sécurité F-Secure que le programme nucléaire iranien avait été victime d'une cyberattaque. En particulier des ordinateurs sur les sites d'enrichissement d'uranium de Natanz et de Fordo. *Le Figaro*, « Nouvelles cyber attaques contre l'Iran ? », 25/7/2012. On prête aussi aux États-Unis la responsabilité d'une riposte au vaste piratage de Sony Pictures qui avait poussé la société, le décembre 2014, à annuler la sortie en salles de *L'interview qui tue !*, un film parodique narrant une tentative d'assassinat du leader nord-coréen Kim Jong-Un. Le piratage a été imputé à la Corée du Nord malgré ses dénégations. Successivement, une cyber-attaque d'origine inconnue a privé la Corée du Nord d'internet la dernière semaine de décembre 2014. Cela semble avoir été la réponse de Washington, qui n'a ni confirmé ni infirmé son implication, même si, face au hacking de Sony Pictures, le président Barack Obama avait assuré que Washington avait répliqué à Pyongyang. *Le Parisien*, « Les cyberattaques, arme de destruction minime contre la Corée du Nord », 24 décembre 2014.

49. Jean-Paul POUGALA, « Voici comment la Russie a piégé l'Occident et récupéré la Crimée sans tirer un seul coup de feu », <http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-14426.html>, consulté le 24 janvier 2015.

50. Jean-Paul HANON, « Militaires et lutte antiterroriste »,

Cultures & Conflits, 56, 2004, 121-140.

51. J. BAUD, *La guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur*, Monaco, éd. du Rocher, 2003, p. 80. « Ce qui change aujourd'hui, c'est que l'adversaire est a priori "incompréhensible", insaisissable et irrationnel. »

52. *Ibidem*.

53. Eliot A. Cohen est professeur de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'université John Hopkins. Il a été conseiller de Condoleezza Rice au Département d'État des États-Unis entre 2007 et 2009. Il a été un des membres fondateurs du *Project for the New American Century*.

54. James WOOLSEY, « L'Amérique va gagner la quatrième guerre mondiale », *Le Monde.fr*, mercredi 9 juillet 2003.

55. J. BAUD, *La guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur*, Monaco, éd. du Rocher, 2003, Compte rendu réalisé par Bruno Modica, URL: <http://clio-cr.clionautes.org/la-guerre-asymetrique-ou-la-defaite-du-vainqueur.html#.VrFLnLLhCpc>, consulté le 24 Janvier 2015.

56. Steven METZ, *op. cit.*, p. 39.

57. Liang QIAO, Xiangsui WANG, *op.cit.*, p. 198.

58. J. BAUD, *op.cit.*, p. 155.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

renseignements, acteurs-clés de la dialectique de surprise, dépasse largement la seule question de l'accès ou non aux informations brutes nécessaires. Pour bien la comprendre, il faut distinguer les notions d'« information » et de « renseignement », la première étant une donnée brute qui peut résulter de sources humaines ou techniques, la seconde étant une interprétation des informations recueillies en vue de répondre à un besoin spécifique formulé par autrui.

De cette définition des termes se dégagent les problématiques de gestion des flux d'informations, de dimension psychologique des interprétations, d'influence des donneurs d'ordre ou de fonctionnement des organisations. Les exemples de surprises qui illustrent ces difficultés en dépit de la présence avérée d'informations pertinentes sont multiples ; celles qui ont concerné les États-Unis ont pris valeurs de cas d'école, qu'il s'agisse de la crise des missiles de Cuba en 1962, de la révolution iranienne de 1978, de l'effondrement de l'URSS dans les années 1990 ou des attentats du 11 septembre 2001.

L'une des principales difficultés est tout d'abord la capacité à identifier les signaux faibles par rapport au bruit de fond, la capacité à distinguer la bonne information de la mauvaise, notamment du fait d'un volume d'informations toujours croissant. Ce phénomène est accentué par le recours à la ruse, à la déception et à la dissimulation de la part de celui qui prépare une surprise. Ainsi, en 1941, la situation diplomatique tendue entre les États-Unis et le Japon laissait entrevoir la possibilité d'une guerre. La multiplication des mises en alerte des forces américaines, notamment de celles qui étaient stationnées dans les Philippines au cours des mois qui ont précédé l'attaque de

Pearl Harbour, a généré un phénomène de fatigue et une décrédibilisation des alertes données par les services de renseignement.

La deuxième difficulté tient à la dimension psychologique de toute analyse d'une information en vue de la transformer en renseignement. La conviction que se forment les analystes se heurte souvent à la dynamique du groupe à convaincre. Depuis Cassandre, le don de prophétie est rarement accompagné de la capacité à être entendu. Par ailleurs, les membres des services de renseignement peuvent avoir tendance à ne voir chez leurs adversaires potentiels que le reflet de leurs propres conceptions et capacités, faute d'imagination ou de capacité à se projeter dans le schéma de pensée d'autrui.

Les relations entre les services de renseignement et le pouvoir politique peuvent également influencer sur la capacité à anticiper une surprise stratégique. Les membres des services sont involontairement influencés par les commandes de recherches passées par le donneur d'ordre politique. Ce dernier peut également chercher à instrumentaliser le renseignement comme ce fut le cas lors de la préparation de la guerre d'Irak en 2003. Enfin, la centralisation à outrance du renseignement au niveau politique, souvent présentée comme la solution idéale pour lutter contre le cloisonnement des services, peut conduire le responsable politique à se forger des convictions propres. Ainsi, en 1941, Staline est persuadé de la solidité du pacte germano-soviétique, ce qui le conduit à ne pas tenir compte des renseignements délivrés par ses services, bien que reposant sur des informations très précises. De même, avant le déclenchement de la guerre du Kippour en 1973, les services de renseignement israéliens comme américains avaient averti le gouvernement de

l'État hébreu de la préparation par l'Égypte et la Syrie d'une attaque conjointe. La conviction, au plan politique, que ces pays ne se lanceraient pas dans l'aventure a conduit à ne pas donner l'ordre de mise en alerte des forces israéliennes.

Enfin, les dysfonctionnements internes des services de renseignement peuvent ralentir la décision, créer des pesanteurs ou brouiller les messages essentiels. Leur cloisonnement, considéré comme un moyen de protéger les informations de nature sensible et de s'assurer de la possibilité de confronter des avis contradictoires, constitue un gage de démocratie tout en étant potentiellement une source d'inefficacité¹⁷.

La modernité de nos sociétés crée donc l'illusion d'une certaine forme d'invulnérabilité qui ne fait que renforcer la probabilité d'être surpris. Cependant, il convient de porter un regard lucide sur les conséquences réelles, sur le long terme, d'une surprise stratégique.

Le lundi 5 juin 1967, survolant la Méditerranée à très basse altitude pour éviter les radars, l'aviation israélienne attaque l'Égypte où la plupart des avions de chasse et leurs pilotes sont comme à leur habitude au sol après leur première patrouille de la matinée, comme les services secrets israéliens l'avaient observé. La totalité de l'aviation israélienne est engagée tandis que seuls 12 intercepteurs sont gardés en réserve pour protéger l'espace aérien israélien. En 500 sorties, Israël détruit en quelques heures l'aviation égyptienne, qui n'avait pas imaginé un engagement total des forces aériennes israéliennes dans une frappe massive. La supériorité aérienne totale de l'aviation israélienne en résulta durant tout le conflit ; de cette supériorité dépendit en grande partie la victoire écrasante d'Israël au cours de la guerre des Six

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

précède : écritoire, boîte à ciseaux, ou perchoirs⁸. Dans ces conditions, le risque est réel de voir la réflexion stratégique s'appauvrir face à une surprise devenue un monument imposant mais insignifiant.

La surprise a donc besoin de limitations. Parfois comprise par certains comme la réalisation soudaine d'avoir agi sur la base d'une estimation erronée, ou définie par d'autres comme la réalisation d'un décalage entre les attentes et la réalité, la surprise stratégique fut caractérisée en 2008 de façon plus restrictive par un groupe d'auditeurs du Centre des hautes études militaires :

« Un événement, peu ou mal anticipé et à très fort impact, qui ébranle les fondements d'un État⁹. »

La surprise stratégique n'est donc pas uniquement la posture psychologique qui caractérise la réaction à un événement imprévu.

Il faut cependant aller plus loin encore. Elle ne découle pas simplement d'une transformation inattendue de l'environnement international¹⁰, elle est stratégique. Cette étude ne retient donc que ce qui relève justement de la stratégie dans son acception « beaufrienne ».

« La stratégie est la dialectique des intelligences, dans un milieu conflictuel, fondée sur l'utilisation ou la menace d'utilisation de la force à des fins politiques¹¹. »

La surprise stratégique est donc consécutive à un événement intentionnel dans un contexte d'affrontement des volontés et elle a un impact sur le domaine de la défense ou de la sécurité.

Elle n'est pas une formule synthétique pour décrire l'incertitude consubstantielle de la géopolitique ou de l'activité militaire. Plus précisément, elle ne sert pas à dissiper le brouillard de la guerre décrit par Clausewitz.

Les contrefaçons évacuées et le domaine d'application de la surprise stratégique réduit aux champs d'affrontement des volontés, la notion reste, malgré tout, un monument difficile à interpréter. Quels sont les points communs entre la surprise, fruit de la ruse du Cheval de Troie relatée par Homère et la surprise consécutive aux attaques terroristes du 11 septembre 2001 à New York ? Quels sont les ressemblances entre l'attaque surprise de Pearl Harbor, souvent choisie comme emblème, et les attaques cybernétique du XXI^e siècle à base de chevaux de Troie informatiques ?

La surprise stratégique, un principe de la guerre

« Ne pensez jamais, jamais, jamais, qu'une guerre peut être facile et sans surprise », disait Winston Churchill.

La surprise stratégique est certainement ancienne, et sa première manifestation peut sans doute être trouvée, au moins symboliquement, dans le livre de la Genèse, à l'occasion de la première guerre d'affrontement des volontés.

« Caïn dit à son frère Abel : “sortons dans les champs”. Et quand ils furent aux champs, il le tua¹². »

Caïn dit quoi ? Ne frappe-t-il pas son frère par surprise ? Cet exemple, pris au fondement de notre humanité se répètera à

l'envi, permettant au stratège Corentin Brustlein de lier, sans les réduire, l'histoire des guerres et celle des surprises¹³.

En tant que telle, la surprise stratégique est donc probablement aussi ancienne que le conflit armé, et s'est vue illustrée à d'innombrables reprises depuis l'Antiquité¹⁴. Olivier Kempf ira même plus loin pour souligner l'importance du principe. L'histoire enseigne qu'il n'y a pas de stratégie sans surprises stratégiques¹⁵.

Sa réflexion propose une analyse éclairante sur les sources de la surprise à partir de facteurs immatériels et intemporels, relevant « du génie guerrier » et de facteurs relevant de l'innovation technologique qui n'ont cessé de se renouveler dans le temps. La ruse, l'imagination, la prise de risque, le coup d'œil, le courage, conjugués aux capacités de détection, de mobilité, de feux, de communication et d'organisation, peuvent produire cet effet de surprise, permettant de prendre un avantage sur l'adversaire.

Comme l'enseignait Hervé Coutau-Bégarie à ses élèves de l'École de guerre, la surprise stratégique est susceptible de prendre quatre formes : temporelle, géographique, doctrinale et technique.

« Les Grecs remportent notamment la bataille décisive de Marathon en surprenant leurs adversaires perses par une tactique offensive et une vitesse d'exécution inattendue. Annibal cumule surprises opératives et surprises tactiques : il déconcerte les Romains en franchissant les Alpes, puis surprend et défait leurs légions au lac Trasimène, enfin les trompe et les écrase à Cannes. L'art de la guerre mongole des XIII^e et XIV^e siècles, qui leur permet de constituer un empire allant de la mer de Chine aux plaines d'Europe orientale, doit

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

En conclusion de cette étude, penser la surprise stratégique ne se réduit ni à décrire l'incertitude, consubstantielle à l'activité militaire et aux évolutions de l'environnement international, ni à rechercher la clé du succès des entreprises militaires ou diplomatiques. Penser la surprise, c'est reconnaître le rôle d'alerte de ce principe de la guerre. Il s'élève comme l'obélisque, pour rappeler qu'une vraie surprise transgresse nos règles. Y réfléchir est probablement le meilleur moyen de la préparer.

1. Nicolas Sarkozy demandait expressément le 23 août 2007 « une stratégie globale de défense et de sécurité nationale actualisée qui garantisse les intérêts de la nation si une surprise stratégique venait à les menacer ».

2. Corentin BRUSTLEIN, « La surprise stratégique, de la notion aux applications », *Focus Stratégique* n° 10, octobre 2008, p. 7.

3. Excepté le travail de fond, relaté dans la revue *Stratégique*, n° 106, d'avril 2014 consacré à ce sujet, qui sans donner de définition unique, approfondit la notion.

4. Selon l'expression de Joseph HENROTIN, « La résilience au défi de la surprise stratégique », *Stratégique*, n° 106, avril 2014, p. 125.

5. *Ibidem*, p. 130.

6. Georges-Henri SOUTOU, « Surprise et stratégie », *Stratégique*, n° 106, avril 2014.

7. Il est tentant d'invoquer la surprise stratégique pour justifier un non choix ; sous prétexte d'être « prêt à tout ».

8. D'après Edmond ROSTAND, *Cyrano de Bergerac*, acte IV. « Et ce monument, quand le visite-t-on ? »

9. 57^e session du CHEM, « La surprise stratégique », *Revue de la défense nationale*, octobre 2008.

10. Jean-Philippe BAULON, « Surprise stratégique, surprise en stratégie », *Stratégique*, n° 106, avril 2014, p. 13.
11. Hervé COUTAU-BÉGARIE, *Traité de Stratégie*, Economica, Paris, 2011, 7^e édition, p. 78.
12. Gn, 4,8.
13. Corentin BRUSTLEIN, « Innovations militaires, surprise et stratégie », *Stratégique*, n° 106, avril 2014, p. 29.
14. *Ibidem*.
15. Olivier KEMPF, « Cyber et surprise stratégique », *Stratégique*, n° 106, avril 2014, p. 111.
16. Corentin BRUSTLEIN, « La surprise stratégique de la notion aux applications », *Focus Stratégique*, n° 10, octobre 2008, p. 9.
17. Michel GOYA, « La surprise stratégique est-elle encore possible ? » http://www.penseemiliterre.fr/histoire-militaire_1014862.html accédé le 1er février 2016.
18. Georges-Henri SOUTOU, « Surprise et stratégie », *Stratégique*, n° 106, avril 2014, p. 7.
19. Souvent qualifié « d'équilibre de la terreur ».
20. Corentin BRUSTLEIN, « La surprise stratégique de la notion aux applications », *Focus Stratégique* n° 10, octobre 2008, p. 21.
21. Pourtant inventé dès le XIX^e siècle.
22. Le bombardement de Bouaké, cité précédemment, a fait 9 morts.
23. Les frappes surprises des F-117 furtifs, au cœur de Bagdad, pourtant défendue par un système de défense anti-aérienne très sophistiqué, est emblématique d'une nouvelle conduite de la guerre.
24. Idée de John Boyd connue sous le sigle OODA.
25. *Command, control, communications, computers, intelligence, surveillance, reconnaissance* : ce sont les

conditions de la précision.

26. En référence aux membres des forces spéciales russes, sans insignes, qui avaient occupé en mars 2014, des lieux stratégiques de Crimée. Depuis, l'appellation « petits hommes verts » est régulièrement utilisée pour caractériser le recours à ces tactiques hybrides.

27. Corentin BRUSTLEIN, « Innovations militaires, surprise et stratégie », *Stratégique*, n° 106, avril 2014, p. 29.

28. Cf. l'étude de Roberta WOHLSTETTER dans *Warning and Décision* sur les causes de l'échec de Pearl Harbor : « Ils n'y croyaient pas. »

29. Général Jean-Louis GEORGELIN, « La surprise stratégique, genèse et portée politique d'un concept majeur », *Stratégique* n° 106, avril 2014, p. 167.

30. Olivier KEMPF, « Cyber et surprise stratégique », *Stratégique*, n° 106, avril 2014, p. 111.

31. Joseph HENROTIN, « La résilience au défi de la surprise stratégique », *Stratégique*, n° 106, avril 2014, p. 138.

32. En exceptant les tentatives pendant la première guerre balkanique en 1912.

33. Contrairement à la réaction héroïque de la population pendant le blitz de 1940 ; la règle du jeu de 1917 avait été alors intégrée.

34. Jean-Philippe BOLLON, « Surprise et stratégie nucléaire : aux sources de la dissuasion », *Stratégique*, n° 106, avril 2014, p. 73.

35. Les trois avions détournés le 11 septembre 2001 ont occasionné près de 3 000 morts.

36. Olivier KEMPF, « Cyber et surprise stratégique », *Stratégique*, n° 106, avril 2014, p. 114.

37. Ce point est une des premières surprises constatées dans le « *world wide web* » où tout le monde espionne tout le monde et

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

politiques³⁷ ce qui entre en contradiction avec des « principes d'organisation consacrés, apparemment essentiels à la théorie marxiste : distinction de l'instance militaire et de l'instance politique³⁸. »

Si cette unicité de l'appareil politique et militaire apparaît révolutionnaire dans l'univers marxiste-léniniste, elle fait beaucoup moins débat dans le monde islamique radical, où depuis l'époque du Prophète, la concentration des pouvoirs militaires, politiques et religieux en une seule personne, est ancrée dans la tradition. Abdallah Azzam peut donc se contenter de rappeler le devoir d'obéissance au chef, dans tous les domaines :

« Le jihad est un acte de dévotion collectif et toute collectivité doit avoir un commandant. L'obéissance au commandant est une nécessité du *jihad*, et on doit donc s'habituer à obéir continuellement au commandant³⁹. »

Mais, guévaristes et jihadistes d'Al-Qaïda vont beaucoup plus loin : ils exigent le monopole de la lutte, au détriment de toutes les autres organisations et rejettent notamment les autres modes de conquête du pouvoir que sont l'action politique pure et le coup d'État.

Guévaristes comme jihadistes considèrent qu'au vu des enjeux de la lutte qu'ils mènent et du rôle central que doivent y jouer les masses, les différences doivent s'effacer pour permettre le rassemblement de l'ensemble des forces. Ainsi, Ben Laden déclare-t-il :

« On ne peut repousser l'envahisseur qu'avec l'ensemble des musulmans, ces derniers doivent donc ignorer ce qui les divise,

provisoirement⁴⁰ »

ou Ayman al-Zawahiri :

« Notre mouvement jihadiste doit comprendre que la moitié du chemin vers la victoire sera atteint par son union, son unité et le dépassement des questions mineures⁴¹. »

Abdallah Azzam, pour sa part, emploie un argument beaucoup plus fort, car religieux, celui du jihad en déclarant d'abord que celui-ci est une obligation individuelle incombant à tous les musulmans⁴², ensuite qu'il impose l'unité :

« Dans cette sainte religion, le combat a été instauré pour dépasser les obstacles politiques, économiques et sociaux devant l'appel à la foi musulmane, et nous pouvons même dire que la fonction du jihad (le combat) est d'abattre les barrières qui empêchent cette religion de se répandre sur toute la surface du monde⁴³. »

Cette unification de toutes les forces doit naturellement se faire sous l'autorité de la direction du mouvement, guérilla ou Al-Qaïda, car c'est elle qui mène la lutte. La citation précédente d'Azzam sur l'obéissance due au commandant est en cela éclairante. Du côté foquiste, Régis Debray déclare, en faisant implicitement référence à Clausewitz, que « la guerre révolutionnaire vise à la guerre totale, en combinant sous son hégémonie toutes les formes de la lutte dans tous les points du territoire⁴⁴ », et de préciser dans *Révolution dans la révolution* ? :

« Pour que le petit moteur mette réellement en marche le grand moteur des masses, sans quoi son action restera limitée, faut-il d'abord qu'il soit reconnu par les masses comme leur seul interprète et leur seul guide, sous peine de diviser et d'affaiblir les forces du

peuple ? Pour que s'opère cette reconnaissance, il faut que la guérilla assume toute les fonctions de commandement, politique et militaire⁴⁵. »

Cette volonté de monopoliser la direction de la lutte ne peut évidemment que susciter des tensions avec les autres mouvements poursuivant également l'avènement d'une société nouvelle, marxiste-léniniste ou islamique, notamment les partis traditionnels, dits « réformistes » tant dans le vocabulaire guévariste que jihadiste, qui recherchent la prise du pouvoir par des voies légales et voient d'un mauvais œil l'arrivée de cette concurrence extrémiste. Alors que d'un côté ils prêchent pour l'unité, les révolutionnaires ou jihadistes critiquent donc violemment de l'autre ces « réformistes », inscrits dans le paysage et représentant naturellement la contestation aux yeux de la population. Ils tentent en particulier de les discréditer en leur reprochant leur tiédeur, leur fonctionnement par compromis, qui selon eux sont incompatibles avec les valeurs absolues qu'ils arborent et sont la preuve de l'inanité de leur stratégie.

Dans *La guérilla du Che*, Régis Debray reproche au parti communiste bolivien (PCB) son attitude partisane et lui impute une bonne part de responsabilité dans l'échec de Che Guevara en Bolivie⁴⁶, lui reprochant notamment d'avoir été plus préoccupé par ses logiques d'appareils que par le succès de la lutte. Mais, dans *Révolution dans la révolution ?*, il va beaucoup plus loin, prônant des évolutions organisationnelles et idéologiques majeures pour le parti communiste conduisant *in fine* à une logique de parti unique, porté naturellement par la guérilla. Ainsi, sur le plan organisationnel, il considère nécessaire le passage d'un parti avec « pléthore de commissions, secrétariats, conférences, réunions et assemblées à tous les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

KEPEL Gilles (dir.), Jean-Pierre MILELLI (dir), Thomas HEGGHAMMER, Stéphane LACROIX, Omar SAGHI, *Al-Qaïda dans le texte : Écrits d'Oussama Ben Laden, Abdallah Azzam, Ayman al-Zawahiri et Abou Moussab al-Zarquawi*, traductions françaises de Jean-Pierre Milelli, Paris, Presses Universitaires de France, « Proche-Orient », 2005.

LÉNINE, *Que faire ?*, Science marxiste, 2009, 336 p.

MARIGHELLA Carlos, *Le mini-manuel du guérillero urbain*, Paris, éd. du Seuil, 1973.

PARET Peter (éd.), Gordon A. CRAIG, Felix GILBERT, *Makers of Modern strategy : from Machiavelli to the Nuclear Age*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 1986.

1. Ernesto CHE GUEVARA, *La Guerre de guérilla, Écrits militaires, Souvenirs de la guerre révolutionnaire*, in Textes militaires, Paris, éd. La découverte, 2001.

2. Régis DEBRAY, *Révolution dans la révolution ? et autres essais*, Paris, éd. Maspéro, « petite collection Maspéro », 1972.

3. Régis DEBRAY, *La Guérilla du Che*, Paris, éd. du Seuil, 2008, p. 84.

4. Stéphane LACROIX, « Ayman al-Zawahiri, le vétéran du jihad » in Gilles Kepel (dir), Jean-Pierre Milelli (dir), Thomas Hegghammer, Stéphane Lacroix, Omar Saghi, *Al-Qaïda dans le texte : Écrits d'Oussama Ben Laden, Abdallah Azzam, Ayman al-Zawahiri et Abou Moussab al-Zarquawi*, trad. fr. Jean-Pierre Milelli, Paris, éd. Presses Universitaires de France, « Proche-Orient », 2005, p. 224.

5. Sayyid Qotb (1906-1966) est un penseur islamiste radical égyptien, membre des Frères musulmans. Son œuvre a fortement influencé les dirigeants d'Al-Qaïda, notamment al-Zawahiri.

Ibidem, pp. 224-225.

6. LÉNINE, *Que Faire ?* Science Marxiste, 2009, 336 p.

7. Peter PARET (ed.), Gordon A. CRAIG, Felix GILBERT, *Makers of Modern strategy : from Machiavelli to the Nuclear Age*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 1986, pp. 849-850.

8. Ernesto CHE GUEVARA, *La guerre de guérilla*, in *Textes militaires : La guerre de guérilla, Écrits militaires, Souvenirs de la guerre révolutionnaire*, Paris, éd. La découverte, 2001, p. 29.

9. Gilles KEPEL, *op. cit.*, p. 22.

10. Ernesto CHE GUEVARA, *La guerre de guérilla : une méthode*, in *Textes militaires, op. cit.*, p. 155.

11. *Ibidem*, p. 157.

12. BEN LADEN, « Recommandations tactiques », in *Al-Qaïda dans le texte, op. cit.*, p. 87.

13. Le terme « masses » est employé autant, si ce n'est plus, par les théoriciens jihadistes que par Che Guevara et Régis Debray.

14. Ernesto CHE GUEVARA, « Le rôle social de l'armée rebelle » in *Textes militaires, op. cit.*, pp. 138-148.

15. *Ibidem* p. 139.

16. *Ibidem* p. 140.

17. Carlos MARIGHELLA, *Le mini-manuel du guérillero urbain*, Paris, éd. du Seuil, 1973.

18. BEN LADEN, « Message au peuple américain », in *Al-Qaïda dans le texte, op. cit.* p. 107.

19. BEN LADEN, « Recommandations tactiques », in *Al-Qaïda dans le texte, op. cit.* p. 87.

20. Régis DEBRAY, *Révolution dans la révolution ?*, *op. cit.* p. 150.

21. *Ibidem*.

22. Gilles KEPEL (dir), *op. cit.*, pp. 135, 136, 168, 210, 211,

212, 213, 225, 240, 288, 301, 310, 311, 312, 313.

23. Abdallah AZZAM, « La base solide » in *Al-Qaïda dans le texte, op. cit.*, p. 211.

24. *Ibidem* p. 210.

25. CHE GUEVARA, *La guerre de guérilla*, in *Textes militaires, op. cit.*, p. 31.

26. Abdallah AZZAM, « Rejoins la caravane ! » in *Al-Qaïda dans le texte, op. cit.*, p. 169.

27. Régis DEBRAY, *La guérilla du Che, op. cit.*, pp. 18-19.

28. *Ibidem* p. 15.

29. Régis DEBRAY, *Révolution dans la révolution ?*, *op. cit.*, p. 197.

30. Ernesto CHE GUEVARA, *La guerre de guérilla : une méthode*, in *Textes militaires, op. cit.*, p. 161.

31. Abdallah AZZAM, « La défense des territoires musulmans constitue le principal devoir individuel » in *Al-Qaïda dans le texte, op. cit.*, p. 141.

32. *Ibidem* p. 149.

33. Régis DEBRAY, *La guérilla du Che, op. cit.*, p. 89.

34. *Ibidem* p. 91.

35. Ernesto CHE GUEVARA, *La guerre de guérilla*, in *Textes militaires, op. cit.*, p. 37.

36. Régis DEBRAY, « Le castrisme : la longue marche de l'Amérique latine » in *Révolution dans la révolution ? et autres essais, op. cit.*, p. 41.

37. *Ibidem*.

38. Régis DEBRAY, *Révolution dans la révolution ?*, *op. cit.*, p. 180.

39. Abdallah AZZAM, « Rejoins la caravane ! », in *Al-Qaïda dans le texte, op. cit.*, p. 179.

40. BEN LADEN, « Déclaration de *jihād* contre les Américains qui occupent le pays des deux lieux saints », in *Al-Qaïda dans*

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

indissociable de l'État qui menait la guerre. Il perdait ou gagnait la guerre avec lui. Dans les guerres actuelles, ceci n'est plus tout à fait le cas. Lorsque des États occidentaux sont impliqués dans la résolution d'un conflit, ils le sont le plus souvent par le biais de la communauté internationale ou de coalitions *ad hoc*. Ce n'est donc plus le peuple d'un seul État qui est déterminant. Lorsqu'il s'agit d'acteurs ou de réseaux non étatiques agissant à l'échelle transnationale, le terme « peuple » perd même de sa pertinence. Il faudrait plutôt parler de « partisans » ou de « mouvements » qui suivent généralement des motifs politiques, idéologiques ou religieux différents. Du fait de la mondialisation et des progrès technologiques, les activistes et sympathisants de ces groupes ne sont plus liés à un territoire national. Ils peuvent être représentés et agir dans le monde entier⁴¹. Pourtant, ils représentent les pulsions, les envies, les opinions, les aspirations, les forces et les faiblesses d'une volonté populaire. Dans ce contexte, l'émotion qui prédispose à l'exercice de la violence, consubstantielle à la conduite de la guerre, est le produit de l'esprit humain. Par ailleurs, dans un monde interconnecté, à l'époque des réseaux sociaux et dans le cadre d'une médiatisation accrue par le règne de l'immédiateté, le terme « peuple » s'élargit à l'opinion publique régionale ou même globale, disparate par nature. Les notions de victoire et défaite passent du champ physique au champ psychologique. La mobilisation des différents groupes ciblés par un récit politique devient un des facteurs clés du succès et un nouvel objectif de la conduite de la guerre⁴². Les explications des nouvelles guerres doivent être recevables par l'opinion publique, mais aussi par les partenaires, la population locale et même par l'adversaire. Pour y parvenir, il est nécessaire que les trois éléments *logos*, *ethos* et *pathos* – pour reprendre les termes d'Aristote – soient

simultanément pris en compte. On se bat pour accaparer le soutien, l'adhésion et la volonté des peuples et de l'opinion publique⁴³. Même sans utiliser le terme « peuple », on reconnaît aisément ici les émotions, la passion et l'instinct que Clausewitz cite comme constitutif d'une des trois tendances de sa trinité.

S'agissant du deuxième pôle de la trinité, si un chef militaire occidental subordonne toujours naturellement les objectifs militaires aux objectifs politiques, ce n'est pas nécessairement le cas de l'ennemi qui se trouve face à lui. La domination des armées occidentales est remise en cause parce que les « généraux » des adversaires ne se sentent pas liés à une nation ou subordonnés à l'objectif politique d'un gouvernement, ce qui est un facteur naturel de limitation de la guerre. Ils sont plutôt animés par une idéologie et motivés par des valeurs allant jusqu'au fanatisme. Ils sont prêts à risquer leur vie ainsi que celle de leurs combattants pour défendre une conviction par trop radicale⁴⁴. Les formations militaires des GAT ont souvent peu à voir, dans leur recrutement, leurs structures et leur fonctionnement, avec les organisations professionnelles des États occidentaux. Pourtant, même s'ils n'ont pas bénéficié d'une formation militaire, leurs chefs militaires savent organiser et employer leurs moyens de manière à constituer une menace croissante. Ils sont capables de développer et d'utiliser des stratégies tant indirectes qu'asymétriques et tentent de compenser leur infériorité sur le plan technologique par des actions à caractère terroriste⁴⁵. L'éventail des combattants sur lesquels peuvent compter les chefs militaires des GAT va du « guerrier intérimaire », recruté localement, aux groupes militaires interconnectés au niveau transnational, en passant par les « jihadistes ou combattants étrangers » enrôlés et employés

dans nos pays européens. Pour les actions terroristes, les distinctions liées à la nationalité ou aux frontières ne représentent pas un frein, mais permettent d'échapper aux dispositifs des États. Souvent, les GAT sont financés grâce à leurs liens avec les activités criminelles. Il n'est d'ailleurs pas toujours aisé de déterminer si la violence politique est utilisée en vue d'atteindre des objectifs relevant de l'économie criminelle ou si ces activités économiques servent au financement des activités politiques⁴⁶. Contre un tel adversaire, on observe une moindre efficacité de l'outil militaire, et la guerre ne permet pas toujours de réaliser l'objectif attendu⁴⁷. Ainsi, la créativité stratégique et le calcul décrits par Clausewitz, le libre jeu de l'esprit ainsi que le courage et les talents qui y sont associés, sont les caractéristiques que l'on doit reconnaître à un tel adversaire.

Ayant acquis leur autonomie par rapport à la compréhension occidentale de l'État et du gouvernement, les nouvelles guerres sont menées par au moins un, et le plus souvent par plusieurs groupements non institutionnels opérant à l'échelle transnationale. Tous ces mouvements, les groupes, les partis, les clans qui font la guerre entre eux ou contre des États, poursuivent bel et bien des objectifs politiques, aussi basiques soient-ils. Les GAT sont notamment animés par la volonté d'imposer par la violence leurs propres idées, convictions religieuses, idéologiques ou politiques, à l'adversaire. Ces volontés politiques sont souvent incarnées par une multitude de dirigeants et d'idéologues charismatiques qui choisissent leurs champs de bataille là où ils entrevoient la possibilité de faire passer leurs idées ainsi que leurs motivations et là où ils parviennent à attirer de nouveaux adeptes⁴⁸. Même si les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

croix.com/les-voies-dun-nouvel-humanisme-pour-la-globalisation/2014/06/16/, site consulté en novembre 2014.

2. Chine, Inde.

3. Telle la Russie avec l'annexion de la Crimée au printemps 2014.

4. Herfried MÜNKLER, *Der Wandel des Krieges – Von der Symmetrie zur Asymmetrie*, 1^{ère} édition, Velbrück Wissenschaft, Weilerswist, 2006, p. 3.

5. Raymond ARON, *Carl von Clausewitz « Vom Kriege »*, traduction du français par Ina Brümman, *Die Zeit* n° 49, 3/12/1982, <http://www.zeit.de/1982/49/vom-Kriege/komplettansicht>. Site consulté en janvier 2015.

6. Christopher BASSFORD, *Tip-Toe through the Trinity – The Strange Persistence of Trinitarian Warfare*, *Working Paper* 2006-2012, avril 2014, p. 3. <http://www.clausewitz.com/mobile/trinity8.html>, site consulté en décembre 2014. Lors de son approche de l'interprétation clausewitzienne, l'auteur parle d'« *inspirationist school* ».

7. Cet article n'a pas pour objet d'aborder l'élaboration d'une terminologie pour les conflits du XXI^e siècle. La discussion sur la fin des guerres majeures ou interétatiques et le problème de délimitation des types de guerre (grande guerre, guerre limitée, etc.) ne sont pas traités dans cet article. Outre le terme de « nouvelles guerres » utilisé ici, d'autres désignations apparaissent dans les ouvrages spécialisés, entre autres guerres non conventionnelles, guerres privatisées, guerres asymétriques, etc. Le terme nouvelles guerres reste toutefois neutre et tient compte de la durabilité encore incertaine de ce nouveau type de guerre ainsi que des multiples évolutions possibles de ce phénomène à l'avenir.

8. Carl von CLAUSEWITZ, *De la Guerre*, édition abrégée et

présentée par Gérard Chaliand, nouvelle traduction de l'allemand par Laurent Murawiec, collection Tempus, éd. Perrin, 1^{ère} édition, 2006, p. 56.

9. *Ibidem*, p. 58.

10. Général Pierre de VILLIERS, « L'islamisme guerrier est-il là pour durer ? » Paris, *Les Echos*, 8/12/2014.

11. Office de planification de la Bundeswehr, *Nichtstaatliche Konflikte in Räumen begrenzter Staatlichkeit, Future Study*, Berlin, 2012, p. 4.

12. Mary KALDOR, In *Defence of New Wars, Stability*, 2(1) 4, 2013, pp. 1-16, <http://dx.doi.org/10.5334/sta.at>. p. 2. Site consulté en décembre 2014.

13. Herfried MÜNKLER, *Der Wandel des Krieges*, Velbrück Wissenschaft, 2006, 380 p., p. 3.

14. Office de planification de la Bundeswehr, *Nichtstaatliche Konflikte in Räumen begrenzter Staatlichkeit*, p. 4.

15. Mary KALDOR, *In Defence of New Wars*, p. 6.

16. Herfried MÜNKLER, *Die neuen Kriege*, p. 6.

17. Herfried MÜNKLER, *Der Wandel des Krieges*, p. 6.

18. Office de planification de la Bundeswehr, *Nichtstaatliche Konflikte in Räumen begrenzter Staatlichkeit*, p. 16.

19. Carl von CLAUSEWITZ, *De la Guerre, op. cit.* Il décrit ce fait dans plusieurs parties du livre I^{er}, entre autres dans le n° 21 « La guerre est un jeu, de par sa nature subjective comme de par sa nature objective » et le n° 25 « Diversité de nature des guerres ».

20. Sciences Po, *Pourquoi la conception clausewitzienne de la guerre a-t-elle été contestée par certains auteurs à partir des années 90.*

21. L'ouvrage est inachevé du fait du décès prématuré de son auteur.

22. Herfried MÜNKLER, « Clausewitz über den Charakter des

Krieges », dans : *Themenportal Europäische Geschichte*, 2005, http://www.europa.clio-online.de/site/lang__de/ItemID__137/mid__12208/40208772/De site consulté en décembre 2014.

23. Christopher BASSFORD, *Tip-Toe through the trinity*, p. 6 sq.

24. Carl von CLAUSEWITZ, *De la guerre, op.cit.*, p. 58. Dans son œuvre, il n'utilise à aucun autre moment des termes théologiques.

25. *Ibidem*, p. 58.

26. Alan D. BEYERCHEN, *Clausewitz : Non Linéarité et Imprévisibilité de la Guerre*, <http://www.clausewitz.com/readings/Beyerchen/BeyerchenFR.htm> site consulté en décembre 2014.

27. Christopher BASSFORD, *Tip-Toe through the trinity*, p. 6 sq.

28. Les spécialistes les plus critiques à l'égard de Carl von Clausewitz sont actuellement entre autres Martin van Creveld, John Keegan, Alvin et Heidi Toffler ainsi que Mary Kaldor.

29. Mary KALDOR, 2013, *In Defence of new wars*, pp. 1-16. Cependant, dans son évaluation, Mary Kaldor ne remet pas en question la validité de la merveilleuse trinité, p. 11.

30. Sebastian L.v. GORKA, *The Age of Irregular Warfare – So What*, Joint Forces Quarterly, issue 58, 3rd quarter 2010, p. 34.

31. Martin VAN CREVELD, *Die Zukunft des Krieges*, 1^{ère} édition, Gerling Akademie Verlag, Munich, 1998, p. 14 : À ses yeux, il est important de redéfinir la « nature de la guerre » qui est mal comprise et de développer une « théorie de la guerre » mieux adaptée au monde d'aujourd'hui.

32. John KEAGAN, *Die Kultur des Krieges*, 1^{ère} édition, Rowolth, Hambourg, 1997, Chap. 1.

33. SciencesPo, *Pourquoi la conception Clausewitzienne de la guerre a-t-elle été contestée par certains auteurs à partir des*

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

La France a une histoire particulière et a toujours joué un rôle clé sur la scène internationale. Mais le monde a changé. La France restera-t-elle une puissance européenne et conservera-t-elle un rôle sur la scène internationale ? Son influence et ses responsabilités sont-elles réelles à l'échelle planétaire ? C'est la question du réalisme de cette ambition qui est posée.

La France veut être et rester un acteur central en Europe, grâce à sa position géographique, et maintenir son statut de membre fondateur. La France est essentielle pour l'Europe, comme l'Europe est essentielle à la France. Elle veut continuer à être un acteur majeur sur la scène mondiale. La France a un profond sentiment de responsabilité globale, fondée sur son histoire. Enfin, troisième ambition plus récente qui résulte des deux précédentes et de l'expérience des deux guerres mondiales, la France veut rester une puissance nucléaire. Cette capacité garantit un siège permanent avec droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies et elle représente une garantie de souveraineté.

La France n'a pas la capacité de diriger l'Europe seule. Alors qu'elle reste un acteur important, sa force et son influence continuent à être diluées par le ralentissement de sa croissance et l'élargissement de l'Union européenne (UE). Cependant l'adhésion de nouveaux pays offre de nouvelles perspectives. La population, le PIB et la puissance des forces armées cumulées en Europe dépassent ceux de toute autre nation. L'enjeu consiste à exploiter ce potentiel.

Mais l'atteinte de cet objectif est improbable ; l'Europe ne dispose pas d'une vision commune et d'objectifs partagés clairement exprimés. Elle est actuellement embourbée dans la

bureaucratie et le manque de leadership, dont témoigne son échec à définir une politique et une stratégie cohérentes et coordonnées pour faire face à la crise en Ukraine et à la situation économique en Grèce.

Dans la vision européenne de la France, l'Europe de la défense occupe une place fondamentale. L'Europe doit être entourée par une zone stable et sûre afin de favoriser les échanges et la prospérité. L'analyse des conséquences de la crise ukrainienne et des tensions avec la Russie (y compris les sanctions) montre les risques de l'absence d'une telle zone. La vision de la France pour la défense européenne repose sur trois piliers :

- L'Europe doit être capable d'exporter la sécurité au-delà des frontières européennes et elle doit donc posséder une capacité à gérer des crises à l'étranger⁴.
- La contribution volontaire des membres de l'UE dépend de chaque crise et est donc aléatoire.
- Depuis les attentats terroristes de Madrid en 2004, en cas de catastrophe naturelle ou d'attentat terroriste, un État membre peut demander aux autres États membres de lui fournir des moyens, notamment militaires.

Ce concept a connu quelques succès entre 1999 et le début de la crise économique, mais peu depuis. Les membres de l'UE sont rarement d'accord sur une approche commune de gestion de crise, comme en témoignent les affaires de Libye, de Syrie ou d'Irak, ou, plus encore, la crise israélo-palestinienne.

La France est claire dans ses prises de position sur l'Europe de la défense, en dépit de l'absence d'une politique étrangère

européenne commune définissant le besoin⁵. On peut distinguer trois groupes d'États, en fonction de leur vision au sujet de l'Europe :

- Pour certains États, les objectifs de l'UE devraient se limiter au commerce et à l'économie. La défense et la sécurité devraient appartenir aux chaînes de commandement nationales et aux alliances existantes.
- Pour un deuxième groupe, l'UE devrait avoir une responsabilité de sécurité et de stabilité en dehors de ses frontières en utilisant, non pas des moyens militaires, mais l'aide économique ou des sanctions, le commerce, l'influence politique, la reconstruction et/ou le développement : il s'agit donc de faire un focus sur le *soft power*.
- Enfin, pour le troisième groupe, l'UE devrait avoir une responsabilité de sécurité et de défense en dehors de ses frontières, mais en respectant le poids et la capacité des alliances traditionnelles telles que l'OTAN.

La France estime devoir jouer un rôle important en Europe, un rôle qui portera ses fruits pour une Europe jugée essentielle à sa survie. Au regard de son histoire et de ses dépendances économiques, cette ambition est compréhensible, mais se heurte à la diversité des agendas et des contraintes des 28. La France devrait chercher le juste équilibre entre la réalisation d'ambitions pragmatiques, à travers la mise en œuvre de projets viables, plutôt que de développer une idéologie peu réaliste. Elle n'est plus assez forte pour cette dernière option et ses ambitions devraient en tenir compte.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

LPM n'est pas contraignante. L'examen des cycles passés montre que chaque LPM depuis 1984 a subi des coupes significatives. Ce problème n'est pas le seul auquel le ministère de la Défense doit faire face.

Les recettes exceptionnelles – ou REX¹¹ – étaient une tentative audacieuse pour équilibrer les comptes – en conservant les capacités requises sans avoir suffisamment d'argent dans la banque. Le déficit de financement devait être comblé par des revenus provenant de la vente d'une partie du spectre électromagnétique à des fins d'usage commercial et de certaines infrastructures et par les économies générées par les réductions de personnel ; l'équilibre de la loi repose par ailleurs sur la vente prévue de chasseurs Rafale qui réduirait le coût à supporter par la France pour préserver l'industrie de l'aéronautique de combat.

L'actualisation de la loi de programmation militaire semble avoir tiré les leçons de cette tentative, en substituant des ressources budgétaires aux ressources exceptionnelles. Ceci n'a pourtant pas levé toutes les hypothèques qui pèsent sur la réalisation de la loi ; les déflations d'effectifs restent un défi majeur et pourraient ne pas générer à court terme les gains espérés et toutes les ventes immobilières n'ont pas été réalisées ; le mode de financement des opérations extérieures a soulevé beaucoup d'interrogations, car la somme prévue dans la LPM (450 M€/an) semble loin du coût enregistré depuis plusieurs années.

Vu du Royaume-Uni, cela pourrait sembler une logique typiquement française – des lois votées sachant qu'elles seront inévitablement modifiées, des évaluations audacieuses de la

valeur de choses qui doivent être vendues à la hâte, la minoration des surcoûts liés à la réduction d'effectifs, des calculs financiers basés sur l'hypothèse de la vente d'un avion de chasse que personne n'avait encore acheté –, un château construit sur du sable. Mais peut-être cette vision reviendrait-elle à sous-estimer la façon française d'agir. Le système a certainement ses faiblesses, et le défaut de ressources risque de se solder par des ambitions cruellement déçues, mais les Français ont encore un porte-avions et des avions de patrouille maritime et peuvent mener une opération comme celle qui vient d'être réalisée au Mali.

Le *Livre blanc* devait donner de nouvelles orientations stratégiques pour la défense et la sécurité de la France et esquisser un plan d'action dans ce domaine, à la lumière de l'environnement mondial et des évolutions du contexte depuis 2008, dans un contexte de ressources limitées. Le processus devait tenir compte des ressources disponibles, des ambitions de la nation à court et moyen terme, de l'environnement et du contexte stratégique prévisibles dans les 15 à 20 prochaines années. En réalité, son diagnostic repose sur quatre paris audacieux, sur le réalisme desquels l'avenir se prononcera.

Certains, notamment dans d'autres pays du monde, estimeront que l'ambition de la France est trop marquée par son histoire et ses illusions de grandeur impériale. Mais il est certain que sa position et son importance sur la scène mondiale sont en déclin relatif – sans être en chute libre – dans un monde dont l'ordre est bousculé par les puissances émergentes. Alors que la nécessité de l'interdépendance dans l'ère moderne est reconnue, la France conserve son attachement à son statut de puissance indépendante, autonome et souveraine. Mais ses ambitions

peuvent aussi sembler excessives faute d'avoir été adaptées à sa situation actuelle et au monde d'aujourd'hui, alors que la situation économique est difficile et que les réformes semblent se heurter à de nombreux obstacles. C'est là un premier pari.

Un *Livre blanc* devrait pouvoir s'appuyer sur une compréhension claire de la politique étrangère (elle-même dépendant de l'ambition nationale) et une stratégie de sécurité nationale. Toutes deux auraient gagné à être confrontées à une vision du contexte stratégique à un horizon de 20 ans, une vision qui semble bien manquer dans le document. Ainsi le *Livre blanc*, qui a d'abord dû réagir à des exigences et un contexte de court terme, a évité de prendre des mesures radicales. La question qui se pose est donc de savoir si les orientations stratégiques qui mettent l'accent sur le maintien de ce qui existe aujourd'hui sont aussi à même de satisfaire aux impératifs de la préparation de demain. C'est là un deuxième pari.

Dans tous les cas, il est certain que le document se concentre sur la défense plutôt que sur la sécurité. C'est particulièrement vrai dès lors que l'on s'intéresse aux effectifs, puisque le *Livre blanc* définit ceux de l'armée, de la marine et de l'armée de l'air, mais ne fait pas la même chose pour la gendarmerie ou la police. De la même façon, le document reste succinct sur les défis de sécurité que sont l'immigration ou les flux migratoires. Si le *Livre blanc* évoque la nécessité d'une approche globale des crises, il reste peu loquace sur la façon dont les forces de défense voient leur rôle infléchi et intégré dans un cadre plus large. Il peine donc à risquer des orientations pour l'avenir en lien avec ce processus, ce qui renforce sa tendance à préconiser une force adaptée aux enjeux et aux défis

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

nucléaire.

Simultanément, l'arme nucléaire figeait la stratégie militaire. Pendant la guerre froide, elle annihilait toute perspective de stratégie directe et laissait place à la stratégie indirecte mise en œuvre par les deux superpuissances en périphérie de leurs sanctuaires respectifs. Mais surtout, elle imprimait durablement et peut-être définitivement sa marque sur le référentiel de nos sociétés. Des sociétés confiantes dans leur modèle et désireuses de l'exporter, recherchant un nouvel et meilleur équilibre sur la base du progrès technologique, rentraient dans l'ère nucléaire de la survie²⁰. Comme l'écrit Philippe Baumard²¹ :

« La question de la “pérennité”, qui est liée au contrôle de ressources critiques devient la nouvelle logique “ombrelle” des nouvelles sciences de la stratégie. »

Amplifiée par les phénomènes concomitants de la contraction du temps par les nouvelles technologies de l'information et de la fin des idéologies, la stratégie de la survie s'est traduite non plus par des objectifs à atteindre ou par un nouvel équilibre que laissent entrevoir des possibilités nouvelles mais par la capacité à préserver ce qui est ou à revenir à ce qui était. Il s'est désormais agi d'établir une stratégie prédictive, des scénarios dont le degré de réalisation déterminera la réaction à adopter.

Cette stratégie de survie s'est apparentée, dans les faits, à une stratégie de réaction qui a perduré après l'effondrement de l'empire soviétique. La chute du mur a rassemblé autour du projet européen l'ensemble des nations d'Europe à l'exception de celles qui étaient restées dans le giron de la Communauté des États indépendants (CEI).

Pour l'Europe, il s'est agi de recueillir les dividendes de la paix dans un monde unipolaire sous domination de l'hyperpuissance américaine. Aujourd'hui, il semble clair que cette vision ne résiste pas à l'émergence de nouveaux acteurs comme la Chine et au réveil Russe, au retour en force de combats idéologiques (nationalisme, radicalisme religieux). La fin de l'histoire, évoquée par Francis Fukuyama²², s'avère illusoire.

Chacun des États européens prend conscience de sa propre fragilité et de celle de ses partenaires dans un monde plus complexe et mondialisé mais sans parvenir véritablement à une vision commune de leurs intérêts communs.

Dans le cas de la France, il est frappant de constater à quel point la notion d'intérêts perd de sa substance ou se dilue au fur et à mesure des publications successives des *Livres blancs sur la défense (et la sécurité nationale)*.

En 1972, alors que la dissuasion est au cœur de la réflexion stratégique, les intérêts de la France sont subdivisés en trois catégories : les intérêts vitaux qui englobent le territoire national (en Europe) et ses approches et justifient la dissuasion ; les intérêts majeurs (Europe) ; les responsabilités (DOM, Afrique francophone, et de façon générale partout où il est de la responsabilité de la France d'intervenir).

La limite des intérêts vitaux reste délibérément floue afin de réduire la marge de manœuvre de l'adversaire.

« La dialectique clé de la dissuasion se nourrit d'une relative incertitude²³. »

En 1994, la France définit une nouvelle typologie : les intérêts vitaux, les intérêts stratégiques et les intérêts simples – ni vitaux, ni stratégiques –, sont décrits en miroir des trois catégories précédentes mais avec un rayon d'action plus large qui révèle une certaine perplexité face à la mondialisation. « L'intégrité du territoire national, comprenant la métropole et les départements et territoires d'outre-mer, de ses approches aériennes et maritimes, le libre exercice de notre souveraineté et la protection de la population » constituent le cœur des intérêts vitaux dont il convient de ne pas donner « une définition trop précise » afin de « préserver la liberté d'appréciation et d'action des autorités de l'État s'ils venaient à être menacés ».

On notera d'ailleurs qu'il ne s'agit plus de maintenir l'adversaire dans l'incertitude mais de préserver la liberté d'action du décideur politique. Les intérêts stratégiques à connotation fortement économique s'étendent non seulement sur le continent européen mais aussi dans ses marches à l'Est et au Sud. En dernier lieu, les intérêts – ni vitaux, ni stratégiques – sont relatifs à la vocation internationale de la France.

En 2008, le *Livre blanc* délivre un quadruple constat : une typologie comprenant intérêts vitaux et intérêts stratégiques ; une lecture plus large des intérêts vitaux qui « comprennent, en particulier, les éléments constitutifs de notre identité et de notre existence en tant qu'État-nation, notamment le territoire, la population, ainsi que le libre exercice de notre souveraineté » dans « un monde qui ne cesse de changer » ; l'absence de définition des intérêts stratégiques ; l'absence de définition commune d'intérêts communs avec les autres États de l'Union européenne, à l'exception du Royaume-Uni :

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

nucléaire. Il n'existe en effet aucune assurance que la théorie des choix rationnels s'appliquera de manière continue en fonction des futurs adversaires, certains régimes étant fortement enclins à prendre des risques. Ceci les rend difficile à dissuader⁶. Cela pourrait être notamment le cas si un pays comme l'Iran était tenté de céder à la thèse apocalyptique pour des raisons purement idéologiques, comme en témoigne la déclaration belliqueuse de Hashemi Rafsandjani à l'endroit d'Israël :

« L'emploi d'une seule arme nucléaire contre Israël détruirait tout, mais, contre le monde islamique, ne causerait que des dommages limités. »

Après une étude approfondie d'une série de crises internationales, le théoricien Robert Jervis concluait :

« Il est très rare que les deux adversaires comprennent les objectifs, les peurs, les stratégies et les perceptions de l'autre. L'empathie est difficile et généralement absente⁷. »

Si la dissuasion nucléaire a favorisé une forme de stabilité entre États dotés, elle a aussi induit une instabilité accrue au niveau inférieur à travers le développement de crises multiples supposées ne pas mettre en cause d'intérêts vitaux. Ce paradoxe – paix globale, guerres locales⁸ – est notamment illustré par la guerre froide, période de paix systémique au cours de laquelle il a été constaté un essor de la conflictualité de basse intensité se traduisant par nombre de guerres régionales, locales ou civiles dans lesquelles les États-Unis et l'URSS sont intervenus.

À titre d'illustration, l'équilibre de la dissuasion a joué entre le Pakistan et l'Inde, comme cela avait été le cas entre les États-

Unis et l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Après s'être affrontés ouvertement à trois reprises (1948, 1965, 1971) avant d'accéder à la capacité nucléaire, le Pakistan et l'Inde se sont abstenus de se livrer une guerre conventionnelle majeure. Mais, la détention de la bombe nucléaire par le Pakistan lui assure aussi une relative impunité et inhibe la volonté de l'Inde de répliquer militairement aux agressions dont elle fait l'objet⁹. Lors de la guerre du Kargil en 1999, durant laquelle des militaires pakistanais ont effectué une incursion de plusieurs dizaines de kilomètres en territoire indien, l'Inde a été dissuadée de réagir par une guerre conventionnelle majeure alors qu'elle bénéficiait de la supériorité militaire. La nucléarisation des deux pays doit donc être considérée comme responsable à la fois de l'éclosion de ces conflits mais également de leur aspect nécessairement limité, sous le seuil nucléaire.

Autre évolution notable depuis l'effondrement du bloc soviétique, les menaces contre l'ordre mondial sont devenues permanentes et protéiformes dans un contexte de guerre économique et de soutien des actions terroristes des États ou des structures para-étatiques. Les frontières des menaces, lointaines et de proximité, s'estompent tandis que les incertitudes sur les belligérants potentiels s'accroissent. La logique de dissuasion nucléaire peut aujourd'hui sembler relativisée, contournée ou circonscrite par les nouveaux défis sécuritaires. Les forces nucléaires ont-elles encore une crédibilité pour prévenir des cyber-attaques, des attentats islamistes coordonnés à l'échelle mondiale ainsi que des conflits asymétriques ou des guerres irrégulières ?

Par ailleurs, la volonté de la Russie de s'appuyer sur un concept d'emploi d'armes nucléaires tactiques pour compenser

son infériorité conventionnelle est susceptible de conduire à un abaissement du seuil d'engagement de l'arme atomique et à une rupture précipitée du tabou nucléaire, faisant ainsi échec au concept de dissuasion.

Cet amoindrissement du « rendement » de la dissuasion nucléaire et l'inhibition morale occidentale à employer l'arme atomique contre des États dénucléarisés pose dans de nouveaux termes la question de la dissuasion conventionnelle.

La dissuasion conventionnelle en question

Le débat américain sur les armes conventionnelles et leur contribution à la dissuasion a évolué après la démonstration de la supériorité des États-Unis et de ses alliés en 1990 avec l'opération *Tempête du désert*. Il en est résulté la conviction qu'un potentiel militaire conventionnel extrêmement performant pouvait représenter un moyen crédible pour dissuader des conflits régionaux, jugés essentiels pour les intérêts américains.

Mais l'équilibre entre les volets nucléaire et conventionnel de la dissuasion n'est pas statique et immuable. L'asymétrie des enjeux politiques et militaires entre les États-Unis, soucieux d'imposer le droit international et de défendre leurs intérêts, et un État proliférant luttant pour sa survie, conduit à de nécessaires et régulières adaptations de la doctrine américaine.

La priorité actuelle donnée à la dimension conventionnelle de la dissuasion américaine, sans exclure les armes atomiques, se fonde sur l'idée que certaines technologies classiques sont à même de conférer à ceux qui les détiennent une supériorité

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

fondé sur ses composantes diverses, les composantes nucléaire et conventionnelle n'épuisant pas la liste de ces capacités contributives.

Bibliographie

ARON Raymond, *Penser la guerre, Clausewitz*, vol. II, *L'âge planétaire*, Paris, éd. Gallimard, 1976.

BEAUFRE André, *Introduction à la stratégie*, éd. Pluriel.

COUTAU-BÉGARIE Hervé, *Traité de stratégie*, Economica, Paris, 4^e édition, 2002.

GAUTIER Louis, « Les défis de la dissuasion nucléaire au XXI^e siècle », revue *Esprit*, août-septembre 2014.

Fiche n° 25 de l'IRSEM de mars 2013 relative au paradoxe de la stabilité/instabilité : la bombe nucléaire comme facteur de paix globale et de guerre locale.

Rapport final n° 214 FRS/DISSUAD du 25 avril 2008 « La logique de dissuasion est-elle universelle ? »

Réflexion doctrinale n° 26 DEF/CICDE/NP du 26 janvier 2012 relative à l'intimidation stratégique.

Recherches et documents n° 2/2013 Fondation pour la recherche stratégique, « Dissuasion et défense antimissile, l'évolution de la perspective américaine ».

Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale 2013.

1. *US DOD Dictionary of Military and Associated Terms*, cité dans Alan D. ZIMM, « *Deterrence : Basic Theory, Principles*

and Implications », *Strategic Review*, 1997, p. 42.

2. Doctrine française de dissuasion nucléaire définie par le général de Gaulle, le 3 novembre 1959, lors d'une conférence donnée à l'École militaire au profit des stagiaires de l'École de guerre.

3. André BEAUFRE. *La Stratégie de l'action*, éd. de l'Aube, 1998, p. 38.

4. Raymond ARON, *Penser la guerre, Clausewitz vol. II, l'âge planétaire*, Paris, éd. Gallimard, 1976.

5. Bruno TERTRAIS, *Défense et Illustration de la Dissuasion Nucléaire*, Recherches et Documents n° 5, Fondation pour la Recherche Stratégique, 2011.

6. Exemples d'initiatives ou d'escalades militaires ayant abouti au seuil nucléaire : blocus de Berlin-Ouest en 1948, soutien de l'URSS à Kim Il-Sung pour l'invasion de la Corée-du-Sud en 1950 ; encouragement de Fidel Castro à l'ouverture du feu nucléaire soviétique lors de la crise de Cuba en 1962, décision égypto-syrienne d'attaquer Israël en 1973, campagne d'infiltration pakistanaise au Cachemire en 1999.

7. Robert JERVIS, *Rational Deterrence : Theory and Evidence*, *World Politics*, vol.41, janvier 1989.

8. Ce paradoxe – paix globale, guerres locales – est mis en avant dès 1954 par l'historien militaire LIDDELL HART : « Dans la mesure où la bombe H réduit la probabilité d'une guerre totale, elle augmente la probabilité d'une guerre limitée... » Il faudra toutefois attendre 1965 et la contribution de Glenn H. Snyder pour que ce paradoxe soit véritablement théorisé.

9. Attentat à Bombay en 2008 auquel les services secrets pakistanais auraient participé.

10. *Airland battle* et FOFA.

11. *Conventional Deterrence*, Ithaca, Cornell University Press, 1983.

12. Department of Defense, « *Nuclear Posture Review* », submitted to Congress 31 December 2001.
13. Cette conception stratégique américaine est décrite dans la *NPR* 2010 et dans la *Revue de la posture de dissuasion et de défense (DDPR)* 2012.
14. *Conventional Prompt Global Strike*.
15. La co-localisation des armes conventionnelles avec des vecteurs d'armes nucléaires et leur utilisation est une source potentielle d'incidents puisqu'elle peut être interprétée comme une attaque nucléaire, par exemple, par la Russie ou la Chine qui disposent de moyens d'alerte.
16. Communiqué de l'US Air Force du 23 mars 2015.
17. L'intimidation stratégique est définie comme une stratégie qui, en s'appuyant sur la menace d'emploi ou l'emploi effectif, mais limité, de capacités et de modes d'action conventionnels, vise à amener un adversaire potentiel ou déclaré à renoncer à initier, développer ou poursuivre une action agressive, en affectant sa détermination par la crainte des conséquences qu'il aurait à supporter s'il persistait dans son entreprise.
18. Général d'armée Pierre de VILLIERS, audition du 6 mai 2014.
19. *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* 2013, p. 38.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

décline[nt] concrètement en [...] six types d'opérations différents [...] en fonction des effets opérationnels recherchés et de l'ampleur de l'engagement voulu par les autorités politiques³⁴ ».

S'agissant du théâtre opérationnel arctique, ouvert et non homogène, l'engagement sera de préférence conduit au sein d'une force coalisée et privilégiera des actions ciblées (frappes aériennes – drones ou avions de combat –, opérations spéciales, etc.). Il est vraisemblable, en raison de conditions climatiques extrêmes, que les opérations seront limitées dans leur ampleur et leur durée, réduisant ainsi les manœuvres de relève des forces déployées s'il ne s'agit pas de troupes prépositionnées. En revanche, la force armée pourra être engagée dans des combats de basse comme de haute intensité.

L'Arctique présente des caractéristiques géographiques et climatologiques structurantes pour la planification opérationnelle. L'environnement opérationnel extrême, géographique et physique, détermine des critères de réussite particuliers : qualité des combattants (résilience, rusticité, formation, entraînement, savoir-faire techniques et humains, etc.), robustesse des équipements (températures extrêmes, coques renforcées, procédures spécifiques, etc.), résistance des chaînes logistiques (acheminement, approvisionnement, carburant, etc.). L'interaction des cinq milieux terrestre, aérien, maritime, spatial et cyber est le premier facteur qui sublimera ou neutralisera l'avantage tactique.

Pour une force terrestre, le combat en zone polaire par -40 °C est un défi redoutable. Le combat y est contraint par la gestion du froid (qui concerne le potentiel humain autant que

matériel), par l'isolement (déplacement en autonomie, fortes élongations, ralentissement logistique) et par l'insécurité (faune spécifique, nature du terrain, nivellement par la neige). Les conditions hivernales extrêmes imposent de doter les forces d'équipements spécifiques et des techniques adaptées à leur utilisation, de connaître les effets et l'impact du froid sur les matériels, et de maîtriser les contraintes tactiques du milieu (enneigement, combat nocturne, bourbiers liés à la fonte des neiges). Dans cette perspective, la présence d'unités du Génie se révèle indispensable à toute progression en conditions extrêmes, les opérations aéroportées favorisent la concentration temporaire de forces sur un objectif précis et la nomadisation des positions, mode d'action tactique privilégié, façonne l'agilité de la manœuvre tactique. La « capacité d'agir dans des conditions sortant de la norme³⁵ » et la « force morale » des troupes sont alors des critères essentiels pour qui veut prendre l'ascendant sur l'adversaire alors que l'aérotransport reste la meilleure garantie pour la mobilité des combattants.

« L'Arctique est l'océan le plus nucléarisé du monde. Pour une raison simple : du pôle, on peut "arroser" toutes les grandes puissances du monde³⁶. »

L'aptitude technique des navires (coques et kiosques renforcés, protection de l'armement contre le froid) est un prérequis à la navigation opérationnelle en océan Arctique. De même, évoluer dans les espaces maritimes arctiques réclame de réels savoir-faire dont peu de marines disposent aujourd'hui. L'armement des navires et l'utilisation des armements dans des conditions extrêmes de température imposent aux équipages une parfaite maîtrise des procédures de combat et de sauvetage en cas d'avarie. En effet, les conditions de navigation contraintes

par la présence d'iceberg ou de polynies³⁷ présentent un risque majeur que seules des procédures opérationnelles rodées et efficaces permettent de minimiser. Disposer de brise-glaces puissants donne ainsi une dimension hauturière et une profondeur d'action stratégique aux puissances dotées. La faible présence d'infrastructures portuaires le long des côtes du Grand Nord demeure une contrainte forte³⁸ dans un environnement aussi vaste et dangereux. S'agissant des flottes sous-marines, celles qui sont équipées de la propulsion nucléaire confèrent aux puissances dotées une autonomie et une liberté d'action, qui assoient leur supériorité stratégique en Océan arctique. Dans les espaces côtiers ou hauturiers pris par les glaces, dans lesquels un déploiement naval est devenu impossible, le vecteur aérien reste l'unique « véritable levier de souveraineté³⁹ ». En Arctique, stratégie navale et stratégie aérienne sont intimement liées pour qui veut posséder la capacité de contrôler la mer.

Obtenir et conserver la maîtrise de l'air par l'acquisition de la supériorité aérienne est un préalable à toute autre phase de combat. L'espace aérien polaire ne présente pas de spécificité interdisant l'emploi d'aéronefs de combat et de transport militaire, y compris des drones. Les modes d'action de la stratégie aérienne conservent toute leur pertinence en Arctique. Néanmoins, des servitudes demeurent dans la répartition, la faible distribution et la dispersion géographique des infrastructures d'accueil. Rares sont les bases aujourd'hui déployées en permanence au nord du cercle polaire en raison de fortes contraintes climatiques et techniques (vents violents, logistique complexe, infrastructures adaptées et chauffées, coût de fonctionnement). La proximité de bases aériennes en mesure de soutenir une opération en Arctique n'étant pas assurée,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

système « unifié » de bases navales pour accueillir ses navires de guerre et ses sous-marins de nouvelle génération.

39. Philippe LANGLOIS, « Stratégies maritimes et navales : quel rapport de forces ? », *DSI*, Hors série n° 39, 2013, pp. 92-98.

40. Romaric THOMAS, « L'Arctique, une question de sécurité nationale pour la Russie », *Agoravox*, octobre 2014, <http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/l-arctique-une-question-de-157729>.

41. Sous l'égide de l'OTAN, les alliés se retrouvent à échéances régulières lors d'exercices majeurs qui visent à familiariser les forces terrestres, navales et aériennes avec le combat haute intensité en conditions extrêmes (*ICEX 2014*, *Cold Response 2014*, *Artic Thunder 2014*, etc.) ; les forces russes réalisent également de grandes manœuvres interarmées dans le Grand Nord qui mobilisent jusqu'à 38 000 soldats en Arctique.

42. Michel ROCARD, « Conférence sur les pôles », *Bulletin d'Études de la Marine*, n° 47, p. 17.

43. Thierry GARCIN, *Géopolitique de l'Arctique*, Economica, 2013.

44. Hubert Védrine. « La juste place de la France dans le monde », *Études – Revue de culture contemporaine*, janvier 2008.

45. *LBDSN* 2013, p. 46.

46. <http://www.cicde.defense.gouv.fr>.

47. CIA-01_CEF (2013), p. 17.

48. *LBDSN* 2013, p. 51.

49. Assemblée nationale, question écrite n° 77341 du 27 avril 2010, de M. François Cornut-Gentile au ministre de la Défense sur les opérations et la préparation des forces en zone polaire, <http://questions.assemblee-nationale.fr/q13/13-77341QE.htm>.

50. « L'armée de terre détient une expertise “grand froid” avec

les 6 000 militaires de la 27^e brigade d'infanterie de montagne (27^e BIM), [...] et l'école militaire de haute montagne de Chamonix dispose d'une équipe spécialisée effectuant des expéditions en zone polaire [...]. La marine nationale effectue pour sa part chaque année un déploiement opérationnel d'une unité de surface et sous-marine en zone Grand Nord à des fins d'entraînement et de vérification des performances des équipements et des senseurs. En outre, toute nouvelle unité effectue un déploiement en zone froide avant d'être admise au service actif, [...] l'armée de l'air vient de déployer un dispositif de défense aérienne en Lituanie, [...] chaque année, des pilotes effectuent des stages de survie en conditions polaires en Suède, en Finlande et en Norvège. »

51. Depuis 2012, la 27^e BIM dispose de nouveaux véhicules blindés haute mobilité qui donnent lieu à des expérimentations « grand froid » en zone polaire.

52. Alexandre TAITHE, « Arctique : perspectives stratégiques et militaires », *Recherches & Documents*, FRS, n° 03/2013, 2013, p. 58.

53. M. Michel Rocard dirige les travaux d'élaboration de la stratégie arctique française qui aboutiront à la publication de la « feuille de route nationale pour l'Arctique ». Un accent particulier a été accordé aux sujets environnementaux.

Stratégie des moyens : pour un retour aux grands principes stratégiques

Capitaine de vaisseau Jacques Fayard

L'avenir n'est pas la technologie ; l'avenir, c'est l'esprit¹.

Le choix technique est un choix stratégique, c'est même le choix stratégique par excellence².

Le modèle occidental de guerre dite de « haute technologie », dont le paradigme est la frappe de précision à distance de sécurité, fait l'objet de critiques récurrentes en raison de son incapacité à produire de l'efficacité stratégique. Dès 1999, deux colonels chinois, Liang Qiao et Xiangsui Wang, soulignaient le risque du piège technologique :

« Le désir d'utiliser la magie de la haute technologie pour opérer je ne sais quelle alchimie sur les armes traditionnelles afin qu'elles soient complètement transformées a fini par tomber dans le piège high-tech impliquant le gaspillage incessant de fonds limités et la course aux armements ³. »

Dans le contexte budgétaire que nous connaissons, cette question est légitime. En effet, la prégnance des arsenaux existants contraint l'adaptation de la stratégie aux réalités des conflits actuels, et, pour la préparation de l'avenir, la recherche systématique de rupture technologique engendre un renchérissement continu du coût des matériels et une diminution parallèle de leur nombre.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Dans son étude sur l'amiral Sir Herbert Richmond, Barry Hunt montre que, lors du premier conflit mondial, la nouvelle flotte de combat britannique *high-tech* n'a pas réussi à devenir un instrument stratégique décisif contre l'Allemagne, car l'amirauté avait conçu une stratégie navale basée sur les possibilités offertes par le matériel plutôt que sur les besoins et les objectifs nationaux. Ainsi, il affirme même que « l'atrophie virtuelle de l'appareil intellectuel de la Navy tire ses racines de la révolution technologique, qui depuis le milieu du XIX^e siècle, garde l'esprit des penseurs de la Marine exclusivement préoccupé par des questions de conception de navire et de performance de l'armement³² ».

Un siècle plus tard, le général américain H.R. McMaster, un des principaux responsables du commandement en charge de la doctrine future de l'US Army (TRADOC), fait le même constat :

« We're so enamored of technological advancements that we fail to think about how to best apply those technologies to what we're trying to achieve.[...] We assumed that advances in information, surveillance technology, technical-intelligence collection, automated decision-making tools, and so on were going to make war fast, cheap, efficient, and relatively risk free, that technology would lift the fog of war and make warfare essentially a targeting exercise, in which we gain visibility on enemy organizations and strike those organizations from a safe distance. But that's not true, of course³³. »

L'approche technologique, qui contribue à brouiller la vision de l'adversaire comme du combat, est en effet triplement inhibitrice pour la pensée stratégique.

Inhibitrice, car la supériorité technologique est considérée trop souvent comme « la » solution pour résoudre tous les

problèmes. Toute réflexion stratégique se ramène alors à la seule stratégie des moyens. Comme en écho aux deux colonels chinois, pour lesquels cette focalisation de la réflexion stratégique sur les moyens est le « syndrome de l'extravagance », Robert Gates, secrétaire d'État à la Défense, pointait du doigt en 2009 « les plates-formes baroques » du Pentagone³⁴. Pour les deux colonels chinois, l'utilisation d'armes coûteuses pour atteindre ses objectifs sans regarder à la dépense revient en effet « à tirer des oiseaux avec des balles en or », la guerre n'étant plus alors « un chef-d'œuvre de l'art militaire, mais un salon luxueux des armes high-tech, dont les États-Unis sont les représentants³⁵ ».

Inhibitrice également, car cette approche est porteuse de mythes. Elle serait ainsi plus humaine et moins sanglante. C'est le mythe du « zéro-mort » assuré par les frappes de précision à distance de sécurité. Jacques Baud note que la supériorité technologique « tend à enfermer l'Occident dans une vision [...] propre et impersonnelle de la guerre. Cette supériorité alimente un ethnocentrisme exacerbé qui estompe les réalités des autres civilisations³⁶ ». Elle permettrait également de diminuer les effectifs sur le terrain grâce à l'augmentation du rendement opérationnel des systèmes d'armes et d'éliminer la friction de la guerre par la domination de l'information. Cette opposition, ancienne et manichéenne, entre facteur humain et facteur technologique est parfaitement illustrée par les propos désabusés du général américain McKiernan, commandant les forces de la coalition en Afghanistan en octobre 2008 :

« L'insuffisance des forces mises à ma disposition m'oblige à recourir de plus en plus fréquemment à des frappes aériennes qui peuvent provoquer la mort de civils innocents. »

Inhibitrice enfin, car la technicisation totale peut conduire au néant spirituel. « Le but final de la stratégie doit-il être la terreur et l'annihilation ? » s'interroge J.F.C Fuller. Pour lui, la loi de l'évolutionnisme militaire a conduit au pire retour à la barbarie³⁷. En effet, l'emploi de l'aviation dite « stratégique », déversant des milliers de tonnes de bombes classiques ou une seule bombe atomique, perd toute signification politique, car elle réduit la conduite de la guerre à une absurdité. Comme en écho, cinquante années plus tard, l'historien britannique Hew Strachan précise cette idée :

« The perversity of the argument was that non-combatants had to be killed to save the lives of combatants³⁸. »

Sur cette inhibition de la pensée stratégique sous le poids de la supériorité technologique, le mot de la fin appartient au général Beaufre, qui dénonçait déjà

« cette attitude d'apparence réaliste qui conduit à considérer les "stratèges" comme des attardés prétentieux et à concentrer les efforts sur la tactique et le matériel, au moment précis où la rapidité de l'évolution eût requis une vision d'ensemble particulièrement élevée et pénétrante que seule la stratégie pouvait procurer³⁹ ».

Et d'ajouter :

« L'avance technique constitue un facteur essentiel de puissance. Mais cette avance peut s'avérer inutile, si elle s'emploie au profit d'une mauvaise stratégie⁴⁰. »

Pour une stratégie des moyens fondée sur les grands principes de la guerre

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

ressources extra-budgétaires « exceptionnelles ».

50. Général André BEAUFRE, *Vue d'ensemble de la stratégie*, *op. cit.*, p. 442.

51. René DAVELUY, *L'esprit de la guerre navale*, Berger-Levrault, 1909, p. 4.

52. Maréchal Ferdinand FOCH, *Des principes de la guerre*, Imprimerie nationale, Paris, 1996, p. 49.

53. Hervé COUTAU-BÉGARIE, *Traité de stratégie*, Economica, Paris, 2008, p. 327.

54. Michael RASKA, « Créer l'asymétrie inversée : l'innovation militaire à l'israélienne », *DSI* n° 88, janvier 2013.

55. Général Vincent DESPORTES, « De nouveaux équilibres dans une manœuvre renouvelée », *DSI HS* n° 23, mai 2012.

56. Général André BEAUFRE, *Vue d'ensemble de la stratégie*, *op. cit.*, p. 432.

Troisième partie

Le temps des opérations militaires globales

Guerre ouverte

De quoi les *light footprint operations* sont-elles le signe ?

Colonel Jean-Christophe Béchon

La performance¹ des opérations militaires alimente les débats depuis 20 ans, dans une approche souvent simplificatrice et un environnement de ressources contraint. À peine les forces de l'OTAN se retiraient-elles en bon ordre d'Afghanistan que les commentateurs posaient la question, légitime, du « tout ça pour ça ? » Au Mali, cette question ne s'est pas posée, tant le succès opérationnel des forces françaises est apparu évident. Il s'agissait pourtant des mêmes hommes, engagés dans des opérations militaires de grande ampleur, avec des équipements, des doctrines et un ennemi similaires. Au même moment, la revue *Foreign policy*² publiait un article du CEMAT³ américain, dont la *Rand corporation* faisait l'exégèse⁴, soulignant que ses unités devraient être notamment capables de remplir des *small footprint operations*.

Le thème des *small* ou *light footprint operations* ne constitue ni un concept, ni une doctrine officielle des armées américaines. Il relève presque du slogan, vulgarisé par la presse spécialisée, des chercheurs et des officiers américains engagés en Afghanistan et en Irak. Si sa traduction tombe sous le sens⁵, elle prête néanmoins à confusion, car le pas est vite franchi vers un autre slogan anglo-saxon, *no boots on the ground*⁶, rappelant

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

devenu *cyber*.

Enfin, dans une perspective militaire française, l'approche américaine du *light footprint* fait peser cinq risques d'incompréhension : risque de déséquilibre capacitaire dans la programmation militaire, risque d'usure des forces spéciales, dont on méconnaît parfois l'apport réel et les dépendances²⁶, risque de négliger les effets stratégiques des drones armés sur les populations des pays où ils sont engagés²⁷, risque de surpondérer l'importance des « grands espaces » comme dominante des conflits futurs, risque d'un contrôle insuffisant dans la durée de la capacité opérationnelle des forces locales.

Le slogan de *light footprint* est équivoque, car sa traduction en faible empreinte et son interprétation trop militaire apportent une confusion dans la compréhension de sa logique. Sa logique de proportionnalité et de soutenabilité apparaît pourtant pertinente.

Guerre ouverte

Comprendre la nature de la guerre

Philippe Delmas²⁸ soulignait déjà en 1995 que le distinguo entre guerre limitée et guerre totale était en train de s'effacer. Si la première appelle une logique de négociation et se caractérise par une balance entre objectifs et moyens, donc par un bornage clair de son champ militaire, la seconde a pour seule fin acceptable la défaite complète de l'adversaire. En 1999, deux officiers chinois théorisent la « guerre hors limites²⁹ ». Ils

considèrent que la guerre est partout, tout le temps³⁰ et remettent au goût du jour l'idée d'opérations « omnidimensionnelles », à un moment où la réflexion stratégique en Occident se concentre sur les guerres asymétriques. En 2014, l'annexion de la Crimée par la Russie souligne l'émergence du thème de la « guerre hybride ».

On observe également quatre tendances récentes et ambivalentes : le retour des États, mais des démocraties occidentales faiblement résilientes ; un emploi de la force armée plus cohérent mais des ressources contraintes et un temps politique court qui en fragilisent l'effet pérenne ; la définition toujours floue des objectifs face à une forte remise en cause du référentiel normatif, dont celui du droit international ; la dilution de l'ennemi et des menaces dans des nébuleuses hybrides, dont les interactions avec le territoire national sont exponentielles.

Ainsi, comprendre la nature de la guerre pour décider des opérations militaires qui apporteront un gain politique dans la durée, c'est comprendre sa complexité accrue avec des engagements devenus protéiformes, qui ne se résument évidemment pas à un slogan. Même si elles n'en ont pas la conscience, les démocraties occidentales sont en guerre : la guerre est ouverte, après une longue absence, au cours de la guerre froide, puis une transition de deux décennies sur des théâtres d'opérations lointains, soulignant le retour de la puissance dans les relations internationales. « Oui, la France est en guerre contre le terrorisme », s'exclamait le Premier ministre devant l'Assemblée nationale le 13 janvier 2015. Évoquer la guerre ouverte revient donc plus à formuler un constat qu'à définir un nouveau concept.

Dans ce constat nous pouvons distinguer trois caractéristiques : dilution, gains et fatigue. La dilution du temps, des lieux et de l'action constitue un facteur durable. Phase de guerre et phase de paix cohabitent, sans début ni fin de la guerre ; théâtre extérieur et théâtre intérieur sont joints par un même ennemi, sans frontières physique ou numérique ; la nature de la guerre est simultanément ou successivement symétrique, dissymétrique, asymétrique ou hybride. La Russie cherche à entraîner l'Occident dans un référentiel de guerre limitée quand Daech et ses affidés sont engagés dans une logique de guerre totale.

S'agissant des gains, nous observons que la notion de victoire n'est plus opérante depuis longtemps au niveau stratégique : il faut « privilégier le jeu de go au jeu d'échecs ». Il semble alors judicieux de chercher à consolider une trajectoire dans la durée, par l'addition de gains stratégiques, qui contribuent à un rapport de forces favorable. Dans ce cadre, les facteurs de cohésion et de cohérence du camp occidental sont essentiels. La soutenabilité (politique, diplomatique, économique et militaire) des opérations en constitue à la fois une fragilité majeure et un critère déterminant de succès.

Risque de la fatigue

Nicolas Baverez a décrit les révolutions³¹ qui bouleversent la planète : la mondialisation associée au risque de longue stagnation et de déflation en Europe ; le choc des technologies de l'information ; la transition énergétique ; la contrainte écologique ; les nouvelles menaces stratégiques avec le renouveau des empires – la Chine de Xi Jiping, la Nouvelle

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

l'opinion publique, de nouvelles formes d'engagements ont été observées. L'affrontement avec l'adversaire y éprouve des modes d'action très variés : coopération étroite avec des alliés ou des pays tiers, propagande, *leadership from behind* (leadership en retrait), sanctions, actions clandestines, engagement direct, actions cybernétiques, emploi de drones et de forces spéciales. Leur emploi intensif au Pakistan, en Afrique, au Moyen Orient et en Extrême Orient, conduit David E. Sanger à considérer l'émergence d'une véritable « doctrine Obama » qui vise à éviter un engagement prolongé et coûteux des troupes terrestres que les États-Unis ne peuvent plus s'offrir⁸. Cette doctrine vise donc à rendre le leadership américain plus discret et tout aussi efficace grâce au concept d'empreinte légère, déjà exploité dans ses grands principes dans les années 1970 mais remis au goût du jour à grande échelle en particulier par le directeur de la CIA, John O. Brennan. La directive stratégique de 2012⁹ ainsi que la *Quadriennial Defence Review*, (revue stratégique quadriennale) de 2014¹⁰ précisent les contours génériques de cette empreinte légère nouvelle.

C'est dans ce contexte que l'actuel chef d'état-major de l'U.S. Army, le général Odierno vient d'entamer une nouvelle transformation à l'issue de laquelle l'Army doit être en mesure de conduire des déploiements rapides de modules de forces dont le volume, pouvant être inférieur au niveau brigade, sera adaptable à chaque situation ; elle seront équipées de matériels de dernière génération et commandées par des chefs plus autonomes, formés aux opérations décentralisées et sensibilisés aux aspects sociaux et politiques de l'approche globale¹¹.

Caractéristiques d'une opération à empreinte

légère

Aux antipodes du recours aux moyens matériels et humains à grande échelle observés au cours des dernières décennies, le concept de *light footprint operations*, au demeurant non défini avec précision à ce jour, vise à contenir les coûts financiers par l'emploi d'un très faible nombre de militaires et civils, sur une période généralement longue, afin de prévenir, voire de contenir des conflits¹².

Ce concept se structure autour des principes généraux suivants : plus encore que les opérations militaires classiques, les opérations à empreinte légère doivent s'inscrire dans une approche globale qui suppose une compréhension de l'environnement stratégique partagée entre les différents acteurs ministériels et inter-agences pour permettre la définition d'une stratégie claire. Le retour d'expérience américain¹³ après une décennie de guerre (Irak et Afghanistan) est à cet égard révélateur. En dépit de l'importance fondamentale que revêt la connaissance partagée de l'environnement stratégique pour le succès des opérations, l'approche américaine a le plus souvent échoué à la garantir à un niveau suffisant. Cette difficulté était pourtant déjà identifiée dans un rapport interarmées américain de 1961¹⁴. Sur le terrain, l'empreinte légère ne concerne qu'un très faible volume de personnes¹⁵. Elle est basée sur une approche indirecte reposant sur la formation et l'encadrement de forces locales et s'inscrit dans le temps long. Même si elle est prioritairement basée sur des actions préventives, elle n'exclut pas les actions directes se traduisant par l'emploi massif de forces spéciales, de drones et de moyens cybernétiques. Dans ce contexte, le rôle des forces conventionnelles reste marginal. Il

n'y est fait recours qu'en cas extrême pour inverser par exemple un rapport de force devenu défavorable.

Au-delà de ces principes structurants, il n'existe en réalité pas d'opération à empreinte légère type. Chaque situation est un cas particulier qui requiert une adaptation très développée du modèle générique.

Pour autant, loin d'être la panacée, les opérations à empreinte légère comportent de nombreuses limitations :

- leur succès dépend très étroitement du contexte local et tout particulièrement de la fiabilité du régime appuyé ou de la force soutenue ;
- du fait même du faible volume de moyens déployés, elles permettent au mieux de prévenir, voire de contenir, une crise et donc d'éviter un revers. Elles ne permettent donc en aucun cas d'emporter la décision car cela supposerait un rapport de force très nettement favorable, que le seul emploi de forces spéciales ne permet pas de créer¹⁶. Ce constat amène à se poser la question de la contribution que les forces conventionnelles peuvent apporter dans ce type d'opérations ;
- les différents retours d'expérience montrent que la durée moyenne de ces opérations est de l'ordre de la décennie. Cela suppose qu'elles puissent rester à bas bruit pour être acceptées par l'opinion publique. Le cas de la Colombie est souvent cité en exemple comme modèle¹⁷ de réussite ;
- dans le cas d'un recours à l'action directe, le traitement d'objectifs à haute valeur ajoutée, en particulier par des

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

conventionnelles ;

- complémentarité logistique, partage de ressources matérielles, notamment pour ce qui concerne les moyens d'ISR et d'aéromobilité.

Cela suppose néanmoins que les forces conventionnelles s'adaptent à l'impératif de fulgurance que supposent les actions directes pour atteindre le degré d'agilité, de manœuvrabilité et de réversibilité requis. Le principe d'abonnement d'unités conventionnelles à des unités des forces spéciales constitue une voie à développer que le principe de différenciation, décrit dans le *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale 2013* ainsi que dans la loi de programmation militaire 2014-2019⁴¹, est de nature à favoriser. Dans ce contexte, les forces conventionnelles devront trouver un point d'équilibre viable dans la répartition de leurs missions.

Au-delà de ces principes, s'agissant des forces terrestres, il conviendrait d'analyser la pertinence des organisations du temps de paix alors que le principe d'organisation interarmes sous forme de groupements tactiques interarmes a montré toute sa pertinence sur les théâtres d'opérations.

Fruit d'une volonté politique de rupture avec deux décennies de guerres coûteuses en Irak et en Afghanistan où les succès tactiques ont quasi systématiquement abouti à des impasses stratégiques, l'inflexion stratégique initiée par l'administration Obama s'est matérialisée non pas par une diminution de l'interventionnisme américain sur la scène internationale mais par une approche différente, plus discrète et moins coûteuse.

Au-delà de la volonté de rupture avec l'administration Bush,

au moins en matière d'affichage, le recours à l'empreinte légère et au leadership en retrait est une réponse à une situation politique interne tendue, conjuguée aux conséquences de la crise économique sur le budget du département de la défense et au rejet que suscitent les opérations militaires massives auprès de l'opinion publique. L'attractivité du concept, dont les limites et les restrictions sont nombreuses, relève ainsi plus d'une problématique politico-stratégique qu'opérationnelle.

Articulées autour de l'emploi des forces spéciales, de drones armés et de moyens cybernétiques, les opérations à empreinte légère américaines font l'objet de fortes critiques tant pour leurs limitations intrinsèques et le manque de transparence qui les entoure, que pour les problèmes éthiques qu'elles soulèvent. Devant être adaptées à chaque situation particulière, ces opérations à empreinte légère, qu'elles soient à caractère préventif ou à vocation offensive, ne sont pas la panacée.

Le modèle américain présente donc un intérêt limité pour la France. Puissance moyenne d'influence mondiale, elle n'est pas en mesure de conduire d'autres opérations que des opérations à empreinte légère. Elle possède ainsi son propre modèle, basé sur l'autonomie relative que lui confère sa capacité d'appréciation d'une situation stratégique et sur l'encadrement de forces locales. Il nécessite toutefois un renforcement allié en matière d'ISR, de transport tactique et de ravitaillement en vol. Contrairement au modèle américain, il combine nécessairement l'emploi des forces conventionnelles et des forces spéciales et compense une partie de ses trous capacitaires par le prépositionnement de forces qui permet en outre de surveiller les flux stratégiques. Ce modèle présente des fragilités mais il a le mérite d'avoir fait ses preuves et de correspondre à nos objectifs

politiques.

Bibliographie

GRINTCHENKO Général Michel, *La guerre d'Indochine : guerre régulière ou guerre irrégulière ?*, *Stratégies irrégulières*, Economica, avril 2009.

JOHNSON Loch K., *Strategic Intelligence, Volume 3*, Praeger Security international, 2007.

JORDAN Jenna, *Attacking the Leader, Missing the Mark - Why Terrorist Groups Survive Decapitation Strikes*, *International Security*, Vol. 38, n° 4 Spring 2014, http://belfercenter.ksg.harvard.edu/files/IS3804_pp007-038_rev.pdf, site consulté en janvier 2015.

LUJAN Fernando M., « *Light Footprints : The Future of American Military Intervention* », *CNAS report*, March 2013.

LYALL Jason, *Bombing to Lose ? Airpower and the Dynamics of Violence in Counterinsurgency Wars*, Yale University, August 9, 2014.

SANGER David E., *Confront and Conceal*, Crown Publishing Group (NY), 06/2012.

SHINSEKI Général Eric K., chef de l'État-major de l'US Arm, *Intent of the Chief of Staff*, 23 juin 1999.

SHURKIN Michael, *France's war in Mali*, Rand Corporation, 2014.

Joint and Coalition Operational Analysis (JCOA), Decade of war – volume I – « Enduring lessons from the past decade of operations », 15 June 2012.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

force qui rentrera chez elle un jour ou l'autre.

Face à ces difficultés, avant de s'engager dans une intervention de contre-insurrection, comme dans de nombreux domaines, il convient de revenir au pragmatisme du maréchal Foch :

« De quoi s'agit-il ? »

C'est sûrement le défi majeur qui se pose aux analystes des services de renseignement. Comprendre les besoins et surtout les aspirations des populations n'est pas simple. Les liens et les équilibres qui existent entre les groupes humains qui constituent un pays, les motivations profondes et les objectifs des groupes insurgés sont toujours difficiles à saisir. Il est souvent aisé de décrire l'organisation militaire d'un adversaire, il est toujours plus délicat de saisir les ressorts d'une organisation socio-économique qui repose sur des fondements culturels éloignés. Pourtant c'est cette organisation qu'il faut appréhender le plus justement possible pour ne pas la perturber, plus qu'elle ne l'est, par des actions inadaptées. Y compris lorsqu'il s'agit des dimensions couramment mobilisées en situation de contre-insurrection : sécurité, gouvernement, développement économique et social.

La mise en œuvre d'une approche globale conduite depuis l'extérieur d'un pays est donc périlleuse. En effet, même si une coordination existe au niveau du théâtre d'opérations entre les divers intervenants, ceux-ci évoluent selon leurs propres logiques et sont souvent enfermés dans des conceptions nationales et idéologiques. Certains ne voient pas le pays dans lequel ils interviennent tel qu'il est et tel qu'il pourrait raisonnablement évoluer mais tel qu'ils estiment qu'il devrait

être. Cette erreur fondamentale de perspective conduit à ce que les chocs réalisés sur la société locale renforcent inexorablement le sentiment de rejet de la force et des organisations extérieures. Ainsi, la volonté de démocratiser l’Afghanistan ou l’Irak à marche accélérée n’a pas produit les effets escomptés.

Lorsqu’on intervient dans un pays dans le cadre d’une contre-insurrection, il est donc fondamental de comprendre les ressorts intimes de sa société pour en déceler les failles et les leviers d’action. Il convient surtout de s’appuyer sur une structure de gouvernement qui soit légitime pour une grande partie de la population – et cette légitimité ne passe pas nécessairement par des élections. C’est ce dernier sujet qui sous-tend la question de la légitimité de la violence.

En effet, même si la légalité de l’intervention et de l’emploi de la force est reconnue par la communauté internationale, sa légitimité aux yeux des populations locales n’est jamais aussi évidente. L’emploi de la violence légitime dans une société est un phénomène historique qui s’appuie sur trois mécanismes⁴ :

- l’encadrement de la violence d’État par un ordre légal qui la contraint et lui confère un caractère impartial ;
- la *genesis amnesia* qui crée une légitimité transcendantale. C’est-à-dire ce lent processus d’évolution qui fait qu’une communauté humaine accorde inconsciemment le pouvoir exorbitant d’exercer la violence en son nom à une forme de gouvernement ;
- l’existence de groupes politiques capables d’aboutir à des compromis et de s’y soumettre sans recourir à la violence.

Cette construction résulte d'une progressive maturation des sociétés. Il est donc peu probable qu'une force militaire extérieure dispose d'une quelconque légitimité aux yeux des populations locales pour exercer la contrainte et à plus forte raison la violence. C'est tout aussi vrai lorsque cette force s'installe parallèlement à un gouvernement qu'elle a façonné ou qui arrive dans ses bagages. Les expériences afghane et irakienne ont mis ce phénomène en évidence. S'il n'existe pas un pouvoir symbolique – au sens de Pierre Bourdieu – pour exercer le monopole de la violence légitime dans la société, alors la frontière entre légitimité et illégitimité de son emploi devient floue. En détruisant l'ordre établi ou en ne le laissant pas s'établir sur des fondements historiques et culturels locaux, les alliés ont effacé cette frontière, et avec elle la régulation de la violence sous toutes ses formes.

Cette question de l'encadrement de la violence est fondamentale. Car comme l'avance Hobbes, la sécurité constitue le lien fondamental des sociétés primitives. Elle est au cœur du contrat social et l'enjeu dans les luttes insurrectionnelles est bien de savoir quel parti incarne la capacité à l'assurer au mieux pour la population. C'est en ce sens que le contrôle administratif des populations constitue un enjeu majeur de la contre-insurrection. Dans ce domaine, il faut faire preuve de pragmatisme et s'adapter à la situation pour apporter une réponse efficace aux besoins. Ainsi, en Afghanistan, les Taleb se sont toujours appliqués à rendre la justice dans leurs zones d'implantation. Cette justice de proximité, rapide et consensuelle, s'appuie sur le dispositif traditionnel des Shuras. Elle permet de régler les différends quotidiens (délimitation d'un terrain, partage de l'eau, par exemple). De ce point de vue, la mise en place d'un système judiciaire éloigné des villages, qui

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

sérieusement alors qu'il s'inscrit dans une temporalité totalement différente ? Comment créer de la confiance et de la continuité ? C'est l'un des défis à relever pour les armées occidentales, qui ont adopté des solutions variées. Les Américains et les Britanniques ont été déployés pour des durées d'un an en Irak et en Afghanistan. Il est encore possible d'abonner certains chefs de détachement à une mission. En revenant tous les 8 mois auprès d'une unité ou d'une autorité, ces détachements permettent d'établir des liens de confiance, de renforcer la connaissance intime de la situation sur le terrain et de démontrer la détermination dans l'engagement. Ainsi, le détachement de liaison et de contact mis en place auprès des autorités du Nord de la Côte d'Ivoire a facilité les échanges avec les autorités françaises et a fourni une aide précieuse dans la résolution de la crise par la confiance créée, notamment lors des périodes critiques.

Enfin, la force expéditionnaire doit pouvoir être désengagée avec une célérité égale à celle qui a présidé à son engagement. Ainsi, il convient d'intégrer cette dimension de retrait rapide des dispositifs dès la conception de l'intervention. Cela permet d'engranger un gain politique avant de se retrouver enfermé dans l'engrenage de la recherche d'une victoire déjà hors de portée. Elle permet de saisir l'opportunité du retrait dès qu'elle se présente.

Les erreurs commises lors des dernières interventions contre des insurrections, notamment en Afghanistan et en Irak, ont fait redécouvrir l'importance de l'analyse et de la compréhension de la situation locale. Intervenir militairement dans une contre-insurrection demeure très délicat car on touche au cœur des équilibres des communautés humaines. Dès lors, la solution à ce

type de conflictualité ne peut venir de l'extérieur, mais des populations elles-mêmes.

Certes, la puissance des armées occidentales constitue un atout pour favoriser l'une des parties du conflit. Mais une force étrangère, pour ne pas être considérée comme l'un des facteurs d'aggravation de la crise, doit savoir s'effacer pour ne pas se substituer à une autorité légitime. C'est aux autorités locales légitimes aux yeux de la population que revient de mettre en œuvre une approche globale et surtout un règlement politique qui parvienne à gommer les iniquités. C'est la voie la plus prometteuse pour dégager une solution pérenne à de tels conflits.

Du côté des forces occidentales cela nécessite de repenser l'organisation et la préparation opérationnelle des armées. Cela impose aussi de bien comprendre le rôle central du niveau opératif déployé sur le théâtre. Il constitue l'interface entre la réalité du terrain et le niveau stratégique. C'est lui qui peut saisir et comprendre l'évolution de l'environnement local. C'est lui qui doit éclairer le niveau stratégique pour lui éviter le pas de trop qui fait basculer une situation de gain politique en une recherche illusoire de la victoire.

Alors que la parenthèse de stabilité mondiale, ouverte par la Guerre froide, s'est refermée et que des dynamiques d'ajustements politiques, territoriaux et ethniques réapparaissent, il convient d'être conscient des limites de l'emploi de la force armée. Son utilisation inconsidérée en matière de contre-insurrection aboutit à des situations toujours plus complexes et délicates, alors que des actions ciblées, conduites au côté d'une autorité locale légitime, laissent

entrevoir des voies de sortie pérennes. Les modes d'action indirects, engageant de faibles effectifs, méritent d'être privilégiés. En outre, dans ce monde incertain et instable, il devient stratégique de consommer à bon escient des moyens de défense devenus rares et chers car, comme le soulignait John Maynard Keynes :

« L'inévitable ne se produit jamais, l'imprévu toujours. »

Bibliographie

BAUD Jacques, *La guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur*, éd. du Rocher, 2003.

BAUDRILLARD Jean et DERRIDA Jacques, *Pourquoi la guerre aujourd'hui ?*, éd. Lignes, 2015.

COURMONT Barthélémy et RIBNIKAR Darko, *Les guerres asymétriques*, PUF, 2002.

FOLSOM Seth W.B., « *Why can't we win ? Pitfalls in modern US counterinsurgency operations* », in *Journal of International Affairs*, vol.16, 2013, pages 41 à 52.

GREGOR William J., « *Intervention in intrastate wars : the military planning problem* », in *PRISM*, vol. 5 n°1, 2014, pages 35 à 51.

OLSON Christian, « *Legitimate violence in the prose of counterinsurgency : an impossible necessity ?* », in *Alternatives : global, local, political*, vol. 38, SAGE Publications Inc., pages 155 à 171.

QIAO Liang et WANG Xiangsui, *La Guerre hors limites*, éd. Payot et Rivages, 2003.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

la dissimulation. L'obtention du renseignement se fait surtout avec des moyens ISR (*Intelligence, Surveillance, and Reconnaissance*), composés de satellites, de drones, d'avions de reconnaissance et de moyens de détection électromagnétique, même si les capteurs humains gardent leur pertinence.

L'opération Serval illustre cette dimension technique et l'importance de la 3^e dimension. Elle montre aussi combien le développement de la technologie a changé considérablement la notion d'espace-temps au cours de l'histoire. Le Sahara, qui était le pendant du Pacifique dans la première moitié du XX^e siècle, tend de plus en plus à ressembler à une grande Méditerranée du fait du progrès technologique. Dans le Sahel³³, la France se lance dans une guerre éclair dans les immensités désertiques du Mali. Après le coup d'arrêt à Konna, dernier verrou avant Bamako, il s'agit d'éliminer les groupes armés qui se sont dispersés mais aussi de faire face dans le Nord du pays à une guerre de position, notamment dans le massif de l'Amettetaï. Face à cet adversaire, les armées françaises utilisent leur supériorité technologique dans les domaines de la reconnaissance et du renseignement avec des moyens ISR, avions de patrouille maritime et drones, pour faire perdre à l'ennemi l'avantage de la surprise, et s'appuient sur leur puissance de feu avec leurs hélicoptères et leurs chasseurs pour le détruire. Elles développent finalement une stratégie navale :

« La stratégie ressemble à celle de la Marine qui consiste à circuler rapidement dans de grands espaces. Une fois l'ennemi repéré, il est immédiatement accroché et détruit. Il est indispensable de s'emparer des aéroports, véritables îles au milieu de cet océan de sable et de massifs karstiques qui doivent être des points d'appui pour poursuivre la conquête. Une "guerre de course" est menée au Sahel³⁴. »

Une fois cette phase achevée, il faut pouvoir maîtriser un espace que l'on ne peut contrôler que de façon discontinue. L'idée générale est de limiter les zones d'évolution de l'adversaire en conduisant des patrouilles au large, des opérations de contrôle de zone, pour détecter puis pousser l'ennemi vers des zones d'interception. Dans le même temps, l'effort est porté pour protéger les « îles » que sont les oasis ou les villes et les voies de communication³⁵.

Dans cette opération, les armées françaises font face à un adversaire rompu à la guerre en milieu désertique, agissant de façon asymétrique et maîtrisant un mode d'action spécifique aux combattants du désert : celui du *rezzou*.

Les enseignements du combat en milieu désertique pour les engagements navals

Historiquement, la stratégie terrestre avait tendance à se « navaliser ». JFC Fuller citait l'exemple de l'engagement des chars « qu'il comparait à des navires, considérant que le champ de bataille avait perdu ses reliefs du fait de la mobilité même du char³⁶ ». Aujourd'hui, un retournement semble se dessiner, la stratégie terrestre modélisant des formes d'engagement qui pourraient influencer l'action navale. En effet, le combat en milieu désertique ne puise pas tous ses principes dans la stratégie navale. Agissant dans un milieu semi-fluide, il a aussi développé des modes d'actions spécifiques, dont le plus emblématique est le *rezzou* (de l'arabe *razzia*). Tactique millénaire, ce terme désigne à l'origine l'attaque d'une troupe de pillards contre une tribu, une oasis ou un bourg afin de s'emparer de troupeaux ou de récoltes. Dans la période

contemporaine, le *rezzou* désigne un combat dissymétrique en zone désertique ou semi-désertique qui s'appuie sur des raids à grande vitesse effectués surtout par des *pick-up* armés contre des objectifs stratégiques, politiques, économiques ou militaires.

L'emploi de ces *rezzous* est très proche de la tactique du « *Tip and Run* » décrite par Lawrence d'Arabie³⁷. Ils sont soigneusement préparés à partir de renseignements précis. Ils comprennent ensuite une phase d'approche la plus discrète possible, l'assaut fulgurant, brutal et inattendu d'une multitude de petites unités ainsi qu'une concentration des feux sur des objectifs réduits pour surclasser l'ennemi et lui occasionner des pertes élevées. S'ensuit une exfiltration vers des zones de soutien logistique selon des itinéraires reconnus. Les exemples les plus connus concernent les combats menés par les Tchadiens contre l'armée libyenne dans les années 1980 et ceux du Front Polisario dans le Sahara occidental.

Cette stratégie que l'on peut qualifier de guérilla désertique rappelle aussi les principes de la Jeune École défendue à la fin du XIX^e par l'amiral Aube. Les objectifs et les circonstances ne sont pas les mêmes, mais des similitudes existent. Dans les années 1880, la Jeune École a élaboré une stratégie de lutte contre un empire britannique dont l'économie dépendait de façon croissante de la mer. Fortement marquée par les progrès technologiques, sa théorie se fonde sur l'emploi d'une multitude de bâtiments légers, plus furtifs et moins coûteux que les cuirassés, qu'ils supplanteraient par leur nombre et leur armement moderne constitué de torpilles³⁸. Ces essais de torpilleurs, agissant à partir de points d'appui et de bases-relais disséminés sur les côtes françaises et dans le reste du monde,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Stratégie n° 18, 2014, p. 63.

52. Joseph HENROTIN, *Fondements de la stratégie navale au XXI^e siècle*, *op. cit.*, p. 279.

53. Milan VEGO, « Quel art de la guerre navale ? », *DSI*, Hors-Série n° 14, 2010.

54. Joseph HENROTIN, *Fondements de la stratégie navale au XXI^e siècle*, *op. cit.*, p. 196.

55. <http://www.informationdissemination.net/2015/01/the-future-of-naval-warfare-is-swarming.html>, site consulté en février 2015.

La France peut-elle approcher les crises de façon globale ?

Commissaire en chef de 1^{ère} classe Rodolphe Scheel

« Il ne suffit pas de gagner la guerre, il faut aussi gagner la paix. »

Cet adage émaille bon nombre de discours récents de hautes autorités politiques, diplomatiques et militaires pour traduire l'idée que la seule réussite d'une opération militaire ne suffit pas à atteindre l'objectif politique de résolution d'une crise extérieure. Ce constat n'est pas nouveau mais connaît une acuité toute particulière dans le contexte des conflits actuels et relance, de ce fait, les réflexions sur le besoin de s'appuyer sur une approche globale pour tenter de résoudre ces crises. La France ne se tient pas à l'écart de cette réflexion et affiche d'ailleurs une ambition relativement forte et constante dans ce domaine. Il est par conséquent utile d'évaluer le niveau de maturité atteint dans la mise en œuvre de cette approche, d'identifier les problèmes qu'elle continue de poser aujourd'hui afin de tenter de savoir si la France aurait intérêt à lui donner une place prépondérante dans sa stratégie de résolution de crise extérieure et, le cas échéant, de proposer des pistes d'évolution.

Les problématiques majeures posées par l'approche globale

Le concept d'approche globale est omniprésent dans d'innombrables documents traitant de stratégie et fait l'objet de

travaux de doctrine approfondis dans la plupart des organisations étatiques et internationales chargées de défense et de sécurité. Pour autant, il s'agit encore d'un concept, que certains considèrent encore comme une philosophie ou un simple effet de mode, sans doute faute d'avoir connu jusqu'à présent une concrétisation véritablement performante. Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer pourquoi ce concept peine à s'imposer réellement dans le paysage des stratégies de résolution de crises extérieures. Elles peuvent être regroupées autour de questions d'ordre conceptuel, politique et institutionnel.

Un concept aux contenus et contours hétérogènes

Une première difficulté, quand on s'intéresse à l'approche globale, est celle de savoir de quoi il s'agit véritablement. Il existe certes une communauté d'éléments de définition ; ainsi, une approche globale se caractérise par une interaction délibérée de moyens civils et militaires, dans un contexte de coopération entre entités gouvernementales mais aussi non-gouvernementales, dans un but de contribuer à la résolution d'une crise extérieure. À cette dimension horizontale, on peut ajouter une dimension verticale ou, plus exactement, temporelle, puisque cette approche globale est réputée concerner l'ensemble des phases d'une résolution de crise, dès la phase de prévention.

Pour autant, au-delà de ces caractéristiques génériques, force est de constater que l'approche globale ne se définit pas, dans les faits, de manière homogène selon qu'elle est évoquée en France, au Royaume-Uni, aux États-Unis ou encore au sein de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

actions de *hard power*.

Un enjeu d'efficience de la gestion des crises extérieures

Dans le contexte des conflits actuels, l'action militaire est de moins en moins à même d'apporter des solutions pérennes, voire véritablement efficaces. Comme l'a notamment observé Sir Rupert Smith¹³, la force militaire est parfois utilisée comme moyen de résoudre des problèmes pour lesquels elle n'est pas conçue et pour lesquels elle peut se révéler inefficace. Ainsi, par exemple, même si cette illustration est un peu simpliste, si les forces militaires peuvent réduire directement les capacités logistiques d'une organisation terroriste, une action sur ses ressources financières ou ses revenus peut permettre d'atteindre un résultat similaire de manière plus efficace, voire plus efficace en raison de son effet dans la durée et son absence de risques de dommages collatéraux. Dans un contexte de baisse quasiment systématique des budgets de défense des États occidentaux, ce qui implique une réduction significative des capacités mobilisables, la seule dimension de l'efficacité de l'action extérieure, et tout particulièrement militaire, ne saurait constituer le seul axe d'évaluation de sa performance sans s'inscrire, dans une certaine mesure, dans le cadre d'une recherche d'efficience. Il s'agit de trouver une combinaison de moyens qui permet d'atteindre un objectif politique et, dans toute la mesure du possible, au moindre coût, ce que l'approche globale peut effectivement faciliter. En outre, par l'extension de la palette d'actions possibles qu'elle offre, elle peut également contribuer à entretenir une certaine imprévisibilité de notre manière de gérer une crise.

Une autre dimension de l'efficacité est celle d'éviter de rendre les actions militaires et non-militaires antagonistes. Or, un manque de coordination *ab initio* des différents leviers de puissance peut se révéler contre-productif. Un exemple assez illustratif de ce risque est celui de l'élimination des dirigeants militaires baasistes et ses effets sur la situation actuelle en Irak. On peut penser qu'une action concertée, dès le stade de la planification initiale, dans le cadre d'une approche globale et réfléchie dans une vision de plus long terme, aurait pu permettre d'éviter ces conséquences préjudiciables. La recommandation du maréchal Lyautey, « Au lieu de dissoudre les anciens cadres dirigeants, s'en servir, gouverner avec le mandarin et non contre le mandarin¹⁴ », nous le rappelle de manière saisissante.

L'approche globale semble donc constituer un enjeu significatif, à la fois au regard de sa portée politique et de ses conséquences en matière d'efficacité. Compte tenu des difficultés qu'elle soulève depuis son émergence dans le paysage des concepts de stratégie, le passage de l'idée à la chose, s'il est souhaité, requiert manifestement une volonté politique forte et des mesures managériales ambitieuses.

Passer d'une approche à une stratégie globale pour gérer les crises

L'objectif est ici de proposer modestement quelques pistes de réflexion, davantage du *food for thought* que des solutions « clefs en main » qui nécessitent une analyse bien plus profonde par les acteurs eux-mêmes. Dans tous les cas, il faut, en effet, réunir une volonté d'aboutir, définir une vision stratégique partagée, s'organiser pour coopérer de manière efficace et se

donner les moyens de le faire.

Stimuler la volonté politique et préciser l'ambition

L'analyse des difficultés posées par l'approche globale est sans équivoque : il est illusoire d'espérer le moindre progrès si elle ne bénéficie pas de l'appui d'une puissante volonté politique ; elle serait alors condamnée à se limiter à une forme de *statu quo*, au mieux elle se traduirait par une modeste amélioration des processus de coopération interministérielle. Elle ne peut en aucun cas se satisfaire de la bonne volonté des acteurs. Or, ce sujet souffre aujourd'hui d'un déficit de sensibilisation des principaux décideurs. Il faut donc créer les conditions pour que cette volonté émerge car elle ne viendra pas sans stimulus.

Clarifier le concept et développer son « mode d'emploi »

Au regard des imprécisions et hésitations d'ordre conceptuel décrits *supra*, il paraît indispensable de clarifier l'ambition française en matière d'approche globale et, plus largement, d'évolution de notre stratégie vers une forme de *smart power*. Il s'agit de cerner les contours et contenus de l'approche globale pour qu'une vision commune lie les différents acteurs. Les différents éléments de stratégie et de doctrine existent aujourd'hui mais il faudra les remanier pour qu'ils correspondent au niveau d'ambition choisi et pour qu'une cohérence conceptuelle et sémantique soit établie. Sur ce dernier point, le choix de la terminologie n'est pas indifférent ; il

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Le temps de la sagesse stratégique

LE *LIVRE BLANC*, OU LE CHOIX IMPOSSIBLE ENTRE SÉCURITÉ ET PROSPÉRITÉ ?

Colonel Christopher Borneman

Méthodologie du LIVRE BLANC

Ambitions françaises

Tendances stratégiques

Contraintes économiques

Rapports entre coûts et capacités

Loi de programmation militaire

LE *LIVRE BLANC SUR LA DÉFENSE ET LA SÉCURITÉ NATIONALE* : D'UNE TENTATIVE D'APPROCHE GLOBALE À LA PATIENCE STRATÉGIQUE.

Colonel Charles Saint Fort Ichon

Le Livre blanc : une volonté de stratégie globale.

Le Livre blanc : la place importante de la stratégie militaire générale.

De l'incertitude stratégique à la sagesse stratégique.

VERS UNE DISSUASION GLOBALE ? LA DISSUASION AU DÉFI DU CONVENTIONNEL

Colonel Éric Gosset

La dissuasion : définition, stratégie et modes d'action

La dissuasion conventionnelle en question

La France, vers une dissuasion globale assumée ?

L'ARCTIQUE : LE NOUVEAU GRAND ÉCHIQUIER ?

Colonel Xavier Buisson

Le bouleversement physique et géopolitique de l'Arctique

La militarisation de l'Arctique

Perspectives françaises

STRATÉGIE DES MOYENS : POUR UN RETOUR AUX GRANDS PRINCIPES STRATÉGIQUES

Capitaine de vaisseau Jacques Fayard

La remise en cause du modèle occidental de guerre de haute technologie

Aux fondements stratégiques de l'utilisation de la technologie

La technologie empêche de penser la stratégie

Pour une stratégie des moyens fondée sur les grands principes de la guerre

TROISIÈME PARTIE :

Le temps des opérations militaires globales

GUERRE OUVERTE.

Colonel Jean-Christophe Béchon

Guerre incompréhensible

Slogan équivoque

Guerre ouverte

QUAND LES AMÉRICAINS ADOPTENT LE FRENCH WAY OF WARFARE

Colonel Richard Ohnet

L'émergence du concept de light footprint opérations le paysage politico-stratégique américain

Un concept transférable à la France ?

Le modèle français de LIGHT FOOTPRINT OPERATIONS

Un enjeu : augmenter la robustesse du modèle

La place des forces conventionnelles

LA LUTTE CONTRE-INSURRECTIONNELLE EST-ELLE VOUÉE À L'ÉCHEC ?

Colonel Bruno Baratz

Sommes-nous condamnés à ne pas comprendre nos nouveaux adversaires ?

Quelle stratégie pour une intervention de contre-insurrection ?

Comment adapter nos armées occidentales au défi des confrontations « asymétriques » ?

DU REZZOU AU SWARMING, POUR UNE NOUVELLE JEUNE ÉCOLE.

Capitaine de vaisseau Christophe Lucas

Le désert et la mer : des milieux aux fortes similitudes

Stratégie navale, une inspiration pour les opérations en milieux désertiques

Les enseignements du combat en milieu désertique pour les engagements navals

Conclusion

LA FRANCE PEUT-ELLE APPROCHER LES CRISES DE FAÇON GLOBALE ?

Commissaire en chef de 1^{ère} classe Rodolphe Scheel

Les problématiques majeures posées par l'approche globale

Enjeu et risques de l'approche globale pour la France

Passer d'une approche à une stratégie globale pour gérer les crises

Profils des contributeurs

Le Centre des hautes études militaires